

MES SOUVENIRS VI^e CAHIER : DE 1909 A AVRIL 1914

(AU GOUVERNEMENT)

Avant les élections de 1910

Quand on a 68 ans et qu'on veut écrire ses mémoires, il faut se hâter. Je ne puis me mettre à la besogne qu'à mes moments perdus et ils sont rares. J'ai terminé mon dernier chapitre en présentant quelques types que j'ai pratiqués depuis 1906 jusqu'à 1910. Je m'efforce de demeurer en dehors des sentiers battus. Je n'écris pas ce que l'on peut retrouver dans toutes les gazettes et ce sont des impressions personnelles que je m'efforce de coucher sur ce papier. En dernier lieu, j'ai parlé d'Aristide Briand et de Lasies. Je voudrais esquisser maintenant un homme qui a été une grande figure : Jean Jaurès. J'ai pu l'aborder d'assez près grâce à mon compatriote Gérault-Richard qui a vécu auprès de lui. Du reste Jaurès était accueillant ; il parlait volontiers à n'importe qui dans les couloirs. De son talent, je n'ai pas grand-chose à dire. Je l'ai apprécié dans mon petit livre *La Parole en public*, ouvrage que j'aime beaucoup et qui aurait eu un grand succès s'il avait été lancé par un éditeur intelligent. Une grande quantité de jeunes avocats me le réclament aujourd'hui. Malheureusement il est épuisé et je n'ai pu trouver un éditeur sérieux pour une nouvelle édition. Felix Alcan m'a fait des conditions impossibles.

Jamais aucun orateur (même Briand) n'a obtenu des succès de tribune égaux à ceux du leader socialiste. Sitôt qu'il se dirigeait vers la tribune, la Chambre s'emplissait à craquer. Il faut, comme disait un écrivain, avoir entendu « le monstre ».

Doué d'une mémoire prodigieuse, Jaurès avait tout lu et tout retenu. Il écrivait avec la même facilité qu'il parlait. Quand il apporta à son éditeur le manuscrit de son *Histoire de la Révolution française*, il se trouva qu'il avait rempli toutes les pages à la queue leu-leu, sans divisions ni chapitres. Ce fut un travail du diable pour opérer la mise en pages !

Un soir, il m'aborde dans la salle Mirabeau et me dit « *Monsieur Ajam vous êtes positiviste et anti-collectiviste ! Mais votre maître Auguste Comte est un des pères du collectivisme. N'a-t-il pas écrit : « la richesse sociale dans sa source doit être sociale dans sa destination ? »*. Le sophisme était habile. Je dus répliquer que le positivisme n'avait établi pour le riche qu'un devoir moral et qu'il considérait que l'effort humain était impossible sans l'exploitation individuelle. Pas de propriété personnelle, pas de coup de fouet pour faire sortir l'homme de sa paresse naturelle !

Admirable parleur, Jaurès était un esprit faux et un homme vaniteux travaillé par le désir de l'applaudissement. Il en voulait aux modérés de l'avoir méconnu quand il était parmi eux. Les bourgeois ne sont jamais enthousiastes et Jaurès ne pouvait se développer que dans l'enthousiasme d'une foule.

Il était de bonne foi mais se laissait circonvenir comme un enfant. Il était en France l'avocat des étrangers et des Allemands. Sûr de sa clientèle française, il voulait de plus être

applaudi dans les congrès internationaux. Delcasse lui a justement reproché de prendre par parti-pris le contre-pied de toute thèse nationale. Il écumait de fureur quand on parlait d'expédition coloniale, il voulait nous empêcher d'aller au Maroc. Par contre, il acceptait fort bien de voir les Allemands s'y installer. Le correspondant de Jaurès au Maroc était le fameux Karl Ficke que le Maréchal Lyautey dut faire fusiller comme espion à la fin de 1914. Au demeurant, Jaurès a été un mauvais Français parce qu'il était bon international. Je ne sais pas trop ce qu'il fût devenu durant la Grande Guerre. Peut-être un bon ministre patriote, plus probablement un agent de démoralisation et de défaitisme.

Je n'ai pas non plus beaucoup aimé Alexandre Ribot, bien qu'il m'ait toujours accueilli avec bienveillance. C'était un grand parlementaire très érudit, mais aussi très égoïste, jaloux de tous ceux qui pouvaient lui porter ombrage. « Un grand clocher perdu dans la brume » disait de lui Jaurès.

J'ai eu comme voisin de pupitre un député multimillionnaire, Louis Louis-Dreyfus, le plus grand marchand de blé du monde entier. Je suis devenu son ami autant qu'on peut devenir l'ami d'un de ces hommes qui dominent la société parisienne. Très fin, très aimable, très diplomate, Dreyfus a toujours été dévoré par le désir d'être ministre. Il a dépensé beaucoup d'argent et a fini par être chassé du bourg pourri de Florac (Lozère) où il s'était implanté. Il a subventionné des journaux dans tous les partis et même a donné beaucoup d'argent à *L'Humanité*. Il croyait ainsi s'assurer d'un paratonnerre pour l'orage du grand soir. J'ai raconté d'autre part ses démêlés avec Millerand durant la Grande Guerre. Il a beaucoup contribué à la démission de Millerand, président de la République.

J'ai aussi connu de très près Jean-Louis Malvy dont la destinée a été assez bizarre. Quand je suis arrivé au Parlement, Malvy n'était rien qu'un petit bougre de secrétaire de Pelletan. Il avait épousé la charmante fille du sénateur De Verninac qu'il a rendue très malheureuse. Il en eut 3 enfants. J'ai connu un Malvy aux souliers éculés, joueur ardent de Potier au café Soufflet, étudiant de 15^e année. Il a tout doucement cheminé à la Chambre en se faisant tout petit. Mais il avait une action dans les congrès du parti radical. Le souvenir de Pelletan lui servait. C'était un roublard beaucoup plus qu'un intelligent. Talent de parole ultra-médiocre, mais bon garçon. Il a toujours été fort aimable avec moi. Homme politique, il était gouverné par son ami Leymarie, avocat raté mais gros bûcheur, ne manquant pas de flair. Je dois réserver leurs histoires de guerre pour un chapitre ultérieur.

Malvy, malgré une santé déplorable, était débauché autant que joueur. Il avait comme maîtresse une petite chanteuse de café-concert appelée, je crois, Nelly Beryl laquelle avait une fillette d'un précédent amant. Malvy était fou de cette femme que Madame Malvy avait fini par tolérer. J'ai beaucoup connu Madame Malvy, petite femme charmante, douce, souffreteuse, en admiration devant son mari. Elle a fini par adopter la fille de la Béryl (morte en couches) et elle l'a élevée avec ses trois autres enfants. Je reviendrai sur Malvy, figure extraordinaire de notre début de siècle.

Avant de liquider ma législature de 1906, je dois dire quelques mots de Doumergue (tant pis si je me répète). Parmi les publications que j'ai rédigées, se trouvait un bulletin du syndicat des entrepreneurs de travaux publics, intitulé *Etudes professionnelles* et édité 3 avenue Victoria. Les gros entrepreneurs de Paris, Villemin, Despagnat, les frères Fougerolle etc... avaient d'abord choisi comme secrétaire de leur syndicat qui était aussi une assurance corporative contre les accidents du travail, un garçon de beaucoup d'esprit, ancien sous-préfet, Edmond Du Mesnil, qui est devenu l'un des premiers journalistes de Paris. Du Mesnil, qui avait tous les vices et était un bourreau d'argent, mangea la grenouille. On le mit à la porte sans fracas et on le remplaça par un robuste enfant du Gard, nommé Edouard Fontane, méridional intelligent, habile, aux dents longues.

Les entrepreneurs très visés par les démagogues, en butte aux attaques des syndicats révolutionnaires, avaient besoin de paratonnerres au Parlement. Ils choisirent Millerand, Pierre Baudin et Gaston Doumergue (ce dernier leur étant désigné par son compatriote Fontane). Fontane, qui cherchait au Parlement de jeunes valeurs de second plan, mit la main sur ma modeste personne et m'agrégea au troupeau. On me donna 300 francs par article, ce qui était considérable à cette époque. J'écrivais environ un article par mois et, comme je tirais Satan par la queue, cela sonnait agréablement dans mon escarcelle. Je fus donc agrégé aux *Etudes* et j'y connus de très près Baudin et Doumergue, ce dernier habitant alors un sixième étage avenue de Wagram.

Bien que l'Action française ait accusé Doumergue d'avoir volé des livres dans sa jeunesse, je l'ai toujours connu pauvre, très serré, très prudent, très fin. Comme orateur, il était assez vulgaire et ses cuirs étaient légendaires. Il a fait plus tard un assez médiocre ministre de l'Instruction publique. Mais il lisait beaucoup (c'est peut-être là d'où vient sa mauvaise légende) et il pouvait passer pour un lettré. Je conquis sa sympathie et j'ai souvent été bavarder avec lui dans son grenier d'ailleurs confortable. Il a eu de bonne heure une maîtresse riche qui l'a aidé, ce fut Madame Hunebelle, veuve d'un gros entrepreneur de chemins de fer. Il ne l'a jamais épousée, à raison d'une clause de testament d'Hunebelle (au moins c'est la version qui m'a été donnée) mais Madame Hunebelle a fini par recevoir officiellement à l'Elysée à côté de Madame Audry, la nièce de Doumergue.

Ma liaison avec Doumergue a été consolidée par la grande amitié qui m'a uni avec deux de ses secrétaires, Emile Cordonnier et Charles Paulin. La suite de mes mémoires indiquera quel rôle ces deux amis ont joué dans mon existence.

Ce que je prie mes lecteurs de retenir est que, bien avant le premier ministère de Doumergue, j'ai figuré parmi ses intimes et que j'ai été son secrétaire de rédaction. Il suffirait pour corroborer mes dires de feuilleter la collection des *Etudes professionnelles* (je les ai dans ma bibliothèque).

Doumergue n'était guère plus chaste que les camarades. En dehors de la mère Hunebelle, il a eu de jolies poules et j'ai su (par Madame Rasini qu'il fit décorer des Palmes Académiques – c'était la directrice de Bataclan) qu'il avait entretenu une jolie petite danseuse indienne âgée au plus de 17 ans.

Pierre Baudin était aussi un charmant camarade. Au moment où je l'ai connu, il était tout jeune et il avait déjà été président du conseil municipal de Paris et ministre des travaux publics, sous Waldeck-Rousseau. Il était bon écrivain, un peu dogmatique, mais il savait beaucoup et parlait bien. Beau garçon, il a été cocufié par tous ses secrétaires comme beaucoup de beaux garçons. Je ne connais guère que Caillaux pour avoir été aussi cocu. Même dans les milieux parlementaires où les ménages troublés sont si nombreux, le couple Baudin faisait scandale. Baudin a fini comme Clémentel par divorcer et épouser sa sténographe. Je raconterai sa triste fin. Ah ! Que la paralysie générale a fait de victimes !

Nous avons eu le cas de l'infortuné Ruau, ministre quasi perpétuel de l'Agriculture et qui allait tout droit à la présidence de la République, au trot, en se jouant, comme dans un fauteuil ! Ruau, député à vie de Saint Gaudens, aimé de tous, fin diplomate, serviable sans ennemi ; Ruau, l'homme aux cent petites femmes ; Ruau qui, à la suite d'un bon déjeuner, dévorait un foie gras truffé de deux livres ; Ruau qui avait créé dans son ministère 50 postes d'auxiliaires dont la seule tâche était de venir, à la fin du mois, palper des traitements du reste médiocres ; Ruau terrassé par une syphilis larvée, fou furieux, enfermé à Ivry et y mourant après une agonie féroce de 10 ans ; Ruau voulant étrangler sa femme en visite et ses gardiens ! La vie a tout de même des dessous horribles.

Pierre Baudin a toujours eu comme secrétaire mon jeune et sympathique ami Alfred Monprofit. Monprofit, gendre du libraire Flammarion et pourvu d'une grosse fortune a passé sa vie dans la salle des pas perdus et dans les cabinets de ministre. Il ne se plaisait que là ! J'ai rencontré à peu près son pareil dans la personne d'Auguste Arnaud, secrétaire de Jean Dupuy et homme de confiance du *Petit Parisien*. Arnaud avait une propriété à [illisible] où il devint l'ami de mon frère Georges. Il ne quittait guère le Palais-Bourbon et il était homme du meilleur conseil. C'est lui qui, le premier, m'a mis en garde contre Joseph Caillaux, c'est lui qui m'en a détaché au début de la guerre. Avec Guimaudeau du *Petit Parisien* et quelques autres journalistes, il avait entrepris la lutte contre le défaitisme et il relevait le moral très abattu des députés. N'abordons pas encore cette autre histoire.

Il me reste encore bien des figures à crayonner. Mais le temps me presse. Quand j'aborderai l'histoire de la législature 1910-1914, je retrouverai certainement ceux que j'ai oubliés.

Retournons un instant dans la Sarthe. Toutefois, je résume en quelques mots mon bilan personnel. En moins de cinq ans de parlement, j'avais conquis petit à petit une place honorable et j'étais devenu membre de la commission du budget. J'ai trop redouté la tribune où j'aurais dû grimper deux ou trois fois de plus. Ma modestie n'était qu'un manteau troué à travers lequel perçait ma vanité.

J'avais pris une place assez notoire dans le journalisme. Mes articles du *Siècle*, de *L'Opinion*, de la *Revue Parlementaire*, du *Censeur*, du *Rappel*, de *La France* avaient été remarqués et, sans l'avoir voulu, j'étais devenu un ministrable. Mes campagnes très désintéressées contre l'étatisme m'avaient placé à la droite du Parti radical et avaient attiré l'attention des grandes firmes (Mines et assurances). Armand Massip m'engagea à faire une brochure électorale que j'intitulai *Contre l'Etatisme, le radicalisme individualiste*. Je

repreuais les positions de René Goblet et de Freycinet contre le socialisme envahisseur. Arnaud me conduisit chez de Freycinet puis chez Méline. Ces aimables vieillards (Freycinet avait près de 90 ans) me témoignèrent une grande sympathie et me donnèrent d'excellents conseils.

Au fond, malgré mes origines, un vieux sang conservateur bouillait en moi. J'étais épris d'ordre et d'autorité. Par un phénomène assez curieux, pendant que Caillaux galopait vers la démagogie, je concentrais mon énergie vers la défense sociale. J'appartenais en même temps au groupe de Deschanel et au groupe Brisson. Je n'étais pas encore contesté rue de Valois, parce que mon positivisme faisait de moi une espèce de franc-maçon. Mes ancêtres avaient fait de moi un national et un patriote. C'est ce qui explique pourquoi j'ai eu de la sympathie pour Boulanger, pour Jules Lemaître, pour les anti-dreyfusards, pour Maurice Barrès dont je suis devenu l'ami, pour Clemenceau !

On ne dirige pas sa destinée. Ce sont les électrons ancestraux qui vous emportent. On a beau calculer et réfléchir, les morts gouvernent. Ils sont responsables de nos maladresses et de nos belles actions. J'ai été au-delà du but que j'apercevais en 1900. Mais je suis demeuré au-dessous de la place que je devais occuper dans l'histoire de mon pays. La vie est une lutte et l'idée de justice est une chimère forgée par l'imagination humaine. La victoire est aux brutes, aux féroces, aux roublards.

Dans la Sarthe

Nous voici à la veille des élections de 1910. Je suis à l'apogée de ma popularité. Mon défaut sera même de me croire trop fort. A la Chambre, je suis demeuré un timide, un rôdeur de couloirs. Dans la Sarthe, je me sens chez moi et je le fais trop voir. Caillaux prendra de plus en plus de l'ombrage. L'homme qui monte, le coming man est entouré d'ennemis d'autant plus dangereux qu'ils se font invisibles.

Dans mon arrondissement de Saint-Calais, dans le département même, il n'y a pas de petite fête locale où l'on ne se dispute ma présence. Caillaux est un aristocrate que l'on craint mais que l'on n'aime pas. Tandis que, moi, je suis le camarade à qui l'on tape sur le ventre. Quoique né au Mans, Caillaux n'est pas de chez nous. C'est un type de beauceron croisé de normand ; il a d'ailleurs, et il s'en vante, du sang noble dans ses veines. On me sait le fils d'un tailleur de pierres, le petit-fils d'un boulanger et d'un aubergiste de village. A 400 ans de distance, on peut retourner encore à Lavenay, à la Chapelle-Gaugain, dans les archives communales, le nom des pauvres paysans qui furent mes ancêtres. Je suis né sur les bords du Loir, j'ai usé mes fonds de culotte sur les bancs de l'école communale, jamais je n'ai quitté la Sarthe. Je me figure naïvement que mes doctrines sont du bon sens cristallisé, que je les imposerai à tous, que j'aurai l'âme d'un chef.

Hélas ! Déjà je suis guetté dans l'ombre. Mon bon garçonisme, ma facilité me fait suspecter de légèreté. J'aime ceux qui m'approchent et je me figure que tout le monde m'aime. Ah ! Que c'est bien français ! Je suis comme Maurice Berteau, je sacrifierais tout pour me promener le dimanche derrière une fanfare, dans une haie de pompiers. Je suis à mon aise sur les estrades. J'improvise à la fin des banquets des allocutions d'esprit facile et qui me

valent de longs applaudissements. Je parle bien, avec feu ; je ne manque pas de pectus oratoire. Dans un accès de franchise, Gigon me dit un jour : « *Vous avez quelque chose d'un apôtre !* ». Il ne raillait pas. Mais il souffrait d'une jalousie aigue. Mon accent même qui me faisait prendre, à la Chambre, pour un bourguignon salé, me servait auprès des foules paysannes.

Je ne m'apercevais pas que la plupart des électeurs venaient surtout à moi par intérêt et ensuite parce que je combattais les riches, les nobles, les prêtres. Tolérant de nature, on me goûtait sous l'aspect sectaire ; bon gré, mal gré, on me prêtait le masque d'un Homais. Ce que beaucoup de gens aimaient en moi, c'est précisément ce qui me dégoûtait le plus. Car j'étais un barrésien !

Et pendant que je paradais, déjà les haines travaillaient dans l'ombre. Breteau ne voulait voir en moi qu'un pion sur un échiquier. Gigon attendait patiemment l'heure où je serais dévoré par les fauves. Il pratiquait l'axiome : « *La vengeance est un met qui ne se mange que froid* ». En public, il paraissait avoir oublié ses anciennes inimitiés. Il ne m'accompagnait pas dans mes tournées comme Breteau qu'au surplus il détestait autant que moi, mais il présidait mes conférences à Saint-Calais.

Le docteur Ernous, conseiller général de La Chartre, n'était pas un de mes plus fougueux partisans, mais il n'existait guère que par moi et sa vipère de femme me tolérait, bien que je ne lui eusse jamais fait de proposition. Je l'abandonnais à mon sous-préfet, Colette, lequel devait bientôt être remplacé par Griolet. Le sage trop zélé, l'ours au pavé.

Colette était très roublard, bon diplomate. Il m'a servi de tout son cœur et je lui ai dû beaucoup. J'ai regretté de ne pas l'avoir assez poussé dans l'administration, car il valait mieux que la recette des finances de Viré où je l'ai fait nommer. Malheureusement il n'était pas orateur et il ne pouvait faire un grand préfet. On ne peut pas tout avoir. Il s'est retiré silencieusement dans sa coque et il ne m'a plus rien demandé. C'était un philosophe ! Je l'ai plus aimé qu'il ne l'a cru. Il a pris sa retraite comme receveur des finances à Bayonne et il passe une heureuse vieillesse à Anglet (1928). Sage épicurien ! J'aurais bien voulu qu'il demeurât dans mon entourage. Peut-être a-t-il douté de mes sentiments. Une longue expérience lui avait appris à mépriser les politiciens.

A Château-du-Loir qui m'avait été violemment hostile en 1906, j'avais conquis même le cœur de mon adversaire Buisneau. Le conseiller général Bourgoïn était un sectaire, ami de Gigon. Mais, il ne devait son élection qu'à moi et il me prodiguait ses marques d'amitié. Au fond, il était mécontent de ce que j'eusse noué des relations avec la municipalité de Château-du-Loir, alors entre les mains des amis de Cavaignac (Joly, Pineau, etc...). Dans ce canton, je n'avais rien à craindre.

A Vibraye, c'était mon ami Cacaud qui était conseiller général. Il était franc-maçon, mais au fond modéré. Il m'empruntait de l'argent, car il était panier percé. Il s'est toujours montré reconnaissant et dévoué. Jusqu'en 1919, ce canton m'a donné de belles majorités.

La partie s'annonçait donc belle pour moi. Il n'y avait qu'une ombre au tableau. Ainsi que je l'ai raconté, nous avons essayé de barrer assez déloyalement la route du Sénat à Lebert. Ce dernier avait gagné la partie grâce à l'indépendance d'un grand nombre de républicains, mais il demeurait dans notre parti une plaie ouverte. Lebert étant gros propriétaire dans l'arrondissement de Saint-Calais, on pouvait craindre que son influence détachât de ma candidature un grand nombre de ses amis. On verra qu'il n'en fût rien et que ce fut surtout Caillaux qui subit à Mamers le contrecoup de ce conflit.

La campagne s'ouvrit à la fin de mars 1910. Il faisait très froid et je me souviens qu'en traversant la forêt de Jupille, mon auto fut arrêtée par la neige. D'autre part, j'eus l'imprudence d'accepter à Courdemanche chez mon ami Davoy où l'on avait tué le cochon, un repas composé de boudin, de pieds de porc, de rôti de porc si bien que je me flanquai une gastrite qui dura trois jours.

Le parti de droite qui ne voyait pas en moi un radical très dangereux ne songea même pas à présenter un concurrent. Ma brochure *Contre l'étatisme* était devenue le bréviaire électoral de tous les républicains du centre et même de beaucoup de radicaux. Les socialistes qui n'avaient aucun espoir voulurent néanmoins marquer un point. Il n'y avait guère dans leur camp qu'un homme de talent, Olivier Heuzé, brave type autodidacte qui s'opposa à Georges Bouttié dans la première circonscription du Mans mais qui dirigea en réalité avec brio toute une campagne contre moi dans les centres ouvriers de mon arrondissement. Ce Heuzé parlait avec beaucoup de facilité, mais était encore plus laid que Mirabeau et quand son immense bouche s'ouvrait d'une oreille à l'autre, j'avoue qu'il me faisait peur !

Il débitait avec faconde toutes les absurdités démagogiques qui plaisent à la masse et qui ont cours depuis des siècles. Il me donna souvent du fil à retordre. On fit présenter un ouvrier portier de Connerré nommé Fontaine qui, ma foi, ne manquait pas de caquet et qui mena une campagne digne d'un meilleur sort.

Dans la première du Mans, Georges Bouttié vint assez facilement à bout d'Heuzé et d'un candidat conservateur.

Dans la deuxième, les radicaux présentèrent une espèce d'hurluberlu qui était un cousin éloigné de Paul Ligneul (ce dernier mort depuis peu). Charles Ligneul était un type sans aucune conviction, avocat taré du barreau de Paris, un de ces pauvres diables qui passent leur vie à la recherche d'une circonscription. Il se donnait comme républicain socialiste et fut honteusement battu par Gaston Galpin. Comme je ne l'avais pas soutenu, il vint ensuite me combattre dans l'arrondissement de Saint-Calais, mais il était trop tard.

À la Flèche, Hippolyte Laroche, homme estimable s'il en fut, battit Leret d'Aubigny par plus de 1500 voix.

A Mamers, Caillaux fut serré de près par Louis d'Aillières et eut une majorité assez faible. Aussi m'en voulut-il beaucoup d'avoir vaincu le socialiste Fontaine par 10 000 voix de majorité. Mon élection était une des plus belles de France et il semblait que Saint-Calais fût

devenu pour moi le fief perpétuel. Personne ne prévoyait alors les catastrophes qui devaient suivre.

C'est à partir de ce moment que la haine de Caillaux se déploya sourdement contre moi. Il redoutait de me voir prendre dans le département une place prépondérante et cette crainte fut une des raisons qui le conduisirent vers le Parti radical-socialiste.

Ce Caillaux n'était pas aussi compliqué qu'il en avait l'air. Son intelligence aigüe n'était pas niable, mais sa compétence financière était surtout due à l'application de ce proverbe : « *Le borgne est roi dans le royaume des aveugles.* ». Il est à noter que depuis Léon Say et Rouvier, la France politique n'a produit aucun ministre des finances remarquable. Peytral était un pharmacien de Marseille non sans finesse mais ignorant tout du métier fiscal. Paul Doumer n'a été qu'un super garçon de bureau, Ribot un parlementaire théoricien bon élève de la conférence Molé, Georges Cochery était au-dessous de tout, Klotz qui a été peut-être le plus habile était qualifié par Clemenceau « *le seul juif qui est ignoré la finance* », de Lasteyrie était un bon inspecteur des finances sans plus. Il n'y a guère que François-Marsal qui se soit révélé comme un homme d'esprit prompt et décisif.

Caillaux avait l'avantage de connaître le métier fiscal dans un milieu d'incompétents, de noceurs et de paresseux. Mais, sortez-le de la matière impôts, il ne connaissait rien des grandes affaires, bien qu'il y ait passé. Il n'a rien eu de ce qui constitue je ne dis pas un Rouvier, mais un Finaly, un Germain, un Celier, un Sergent, un Pallain, même un Robineau. Ce dernier, belle nature d'homme, fut avant tout un grand fonctionnaire doublé d'un patriote éclairé.

Caillaux se révèle tout entier dans sa ladrerie congénitale ; c'est, ce fut un esprit mesquin, autoritaire, rageur, assimilateur, pas créateur, un talent d'avocat d'affaires, d'apparence volontaire mais toujours mal fixé dans ses desseins, courant d'une idée à l'autre comme un papillon de fleurs en fleurs, léger, contradictoire, insolent avec des retours d'amabilité quand son intérêt l'y poussait. Un homme entre deux étages, entre le premier et le second plan. Aucune conscience, aucun plan de vie, en ballottement perpétuel. Sadique avec les femmes, méprisant avec les hommes, doué d'une ambition féroce, et d'une audace sans limites. Briand m'a dit de lui : « C'est un grand enfant ». Poincaré : « C'est un criminel ». Painlevé : « C'est un fou ! ».

Qu'il ait été travaillé par la syphilis ou par quelque démence larvée, il n'en a pas moins joué un rôle néfaste pour la France. Je l'ai suivi de près. Nous allons le voir à l'œuvre !

—

La rentrée parlementaire de 1910

Dès le mois de juin 1910, nous nous trouvions en présence d'un ministère Briand. On a justement fait remarquer que Briand n'avait jamais été, comme Waldeck, comme Combes, comme Poincaré, le chef d'une majorité durable. Briand fut tout l'opposé d'un doctrinaire : il avait le flair des événements proches. Il a toujours été le personnage utile dans les périodes où il fallait louvoyer en attendant les vents favorables. Il a détenu le record des ministères de six

mois. Paresseux d'apparence comme un chat avec des réveils brusques, au fond grand méditatif, il est devenu le grand homme d'une génération de Français moyens, pas trop lettrés et faciles à éblouir par le clinquant.

On dira de lui tout ce qu'on voudra. Il est devenu, comme Clemenceau et Poincaré, mais à d'autres titres, un personnage qui a fait honorer la France dans le monde entier. Il a été plus humain que tous les autres. À Genève, il a connu plus tard des ovations indescriptibles.

Ce qui m'a toujours plu en lui, c'est qu'il est demeuré l'ami fidèle de ses amis. Tous ceux qui l'ont aidé au temps de la vache enragée, il les a ensuite soutenus et placés. J'en ai toujours fait un homme de cœur. C'est avec plaisir que j'aurais fait partie de son équipe si le haineux Caillaux ne m'avait retenu et annihilé.

Quand je me reporte à cette première session de 1910, je ne puis m'empêcher de me rendre justice. Vraiment, j'avais conquis une petite place à part au Parlement. Je représentais parmi les radicaux anticatholiques le parti de ceux qui étaient foncièrement hostiles au socialisme et à l'étatisme !

Au fond, issu d'une famille catholique, élevé chrétiennement, je n'étais pas ce qu'on a appelé « *un bouffeur de curé* ». Mais pour faire passer une doctrine individualiste, anti-étatiste, antirévolutionnaire, il fallait d'abord donner des gages aux loges maçonniques.

Ma position était bonne. Je n'étais pas franc-maçon et par conséquent je m'épargnais les ridicules rituels de la secte et néanmoins j'étais considéré par la franc-maçonnerie comme un sympathisant. Je me fis inscrire parmi les interpellateurs et je prononçai le 14 juin (voir Annales de la session ordinaire A.S.O 1910 Tome 2 page 196 ou Journal Officiel du 15 juin 1910) un discours qui fut certainement le meilleur qui ait été prononcé au cours de ces débats.

Je me mis à couvert d'abord par une déclaration qui sentait le Homais à plein nez. La gauche ainsi gagnée, je lançai à l'adresse des socialistes toute une série de pointes qui les chatouillèrent sans emporter le morceau. Au demeurant, j'ai sans difficulté posé le problème qui n'est pas encore résolu, celui de la rupture entre le parti républicain areligieux et le parti socialiste.

A un moment donné, Briand se crut atteint par ce que j'avais l'air de soupçonner son peu de foi laïque. Il fit ce qu'il n'avait jamais fait, il m'interrompit longuement. Mon succès fut considérable. J'ai eu l'habileté de ne pas chercher à le renouveler. J'étais ministrable et cela eut le don de porter l'irritation de Caillaux à son comble.

J'étais rentré immédiatement à la commission du budget où l'on me confia le budget recherché de la justice. En même temps, je fortifiais ma position de rédacteur en chef de *La France* qui comprenait l'équipe de tous les nouveaux ministrables (Raoul Péret, Noulens, Réville, Steeg, etc...).

Malheureusement, étant député de la Sarthe, j'étais collé à Caillaux. En réalité, j'étais son ennemi ; dans l'apparence des choses, les députés me voyaient l'homme de son clan.

La Chambre était houleuse et contradictoire. Elle accepta Monis comme président du Conseil. Au fond, Monis était un girondin modéré. On lui donnait comme tuteur Maurice Berteaux, ministre de la guerre. Affligé de deux millions de rentes, agent de change coté, Berteaux, qui était créancier de 200 députés était, quoique cocardier, considéré par la gauche comme un pur entre les purs. Sous le ministère Clemenceau, il avait giflé Mandel. Ce n'était peut-être pas très courageux, car Mandel était un malingre, petit juif souffreteux ; mais, comme Clemenceau était détesté alors des radicaux, cela donnait à Berteaux une allure d'indépendance. Berteaux accusait Mandel d'espionner dans les couloirs, ce qui était exact.

Je n'ai jamais connu de personnage aussi énigmatique que ce Mandel dont le vrai nom était Rothschild et qui, dès l'âge de 18 ans, était devenu le factotum de Clemenceau.

Il fallait à Clemenceau comme au requin un rémora. Cynique, jouisseur et prodigue, bourreau d'argent, Clemenceau avait besoin d'un frère quêteur. Mandel accomplit cette besogne avec une habileté consommée.

Caillaux me disait un jour : « *J'ai eu la preuve que Clemenceau était un stipendié du gouvernement anglais* ». Il mentait. Comme tous nos grands hommes d'État sans fortune, comme Gambetta, comme Briand, Clemenceau était entretenu par des amis riches qui escomptaient sa fortune politique.

J'ai eu la conviction que ses amis mécènes ont souvent été désillusionnés. Mais Clemenceau est toujours demeuré un jacobin patriote. Méchant, sans cœur, diffamateur spirituel, pamphlétaire souvent de style obscur, mais suprêmement intelligent et grand Français.

Mandel a toujours eu les qualités d'un policier de grande taille. Nous verrons comment il a utilisé ces qualités durant l'effroyable guerre.

Maurice Berteaux était aimable et bon garçon. Il était intelligent sans plus, ambitieux hors classe et démagogue sincère. Il aimait les manifestations populaires, il savait se faire aimer. À toutes les distractions mondaines, à sa famille qui l'adorait, à ses maîtresses, Berteaux préférait un défilé dans une petite commune de Seine-et-Oise, entre deux haies de pompiers et derrière une fanfare. C'était un de ces hommes qui jouissent sur une estrade. Il parlait mal mais il arrosait fort bien. Quand il n'était pas élu avec la plus belle majorité de France, il en était malade. Il est demeuré le grand homme de l'arrondissement de Saint-Germain et, aujourd'hui même, après vingt années, si vous disiez du mal de lui à Chatou, vous seriez précipité dans la Seine !

Monis avait plus de finesse et d'éloquence naturelle. Il ne cassait rien, mais au demeurant il a fait bonne figure. Il était beaucoup mieux que cet incolore Sarrien dont on a fait un président du conseil justement à raison de sa médiocrité. Un homme d'un esprit moyen arrive souvent en politique uniquement parce qu'il n'inspire de jalousie à personne et parce que son élévation permet tous les espoirs aux sous-vétérinaires.

Je ne m'étendrai pas sur la triste fin du ministère Monis. Berteaux fut tué sur l'aérodrome des Moulineaux par un aviateur maladroit et Monis grièvement blessé. Monis

voulut gouverner de son lit, mais Caillaux, ministre des finances qui voulait à toute force devenir président du Conseil, intrigua si bien que Fallières dut s'incliner devant une coterie et promouvoir le député sarthois au premier rang.

Le ministère Caillaux fut une des plus belles cacophonies politiques de notre temps. C'est de cette cafouillade qu'est issue directement la guerre. On savait Caillaux hostile à l'armée, prêt à verser dans toutes les folies de la démagogie. On le disait déjà syphilitique et paralytique général.

Au moment où il devint président, tous mes amis de la Sarthe, Breteau surtout, me croyaient appelé à devenir ministre. Je ne fis aucune sollicitation, mais à tous mes amis Caillaux répondit : « *Pas deux ministres sarthois !* » ou « *Ajam n'a pas de situation parlementaire suffisante* ». Et il choisit comme ministre du commerce (poste pour lequel je semblais désigné) un chansonnier montmartrois, Maurice Couyba !

Je ne fis paraître aucune mauvaise humeur. Je ne demandais aucune compensation pour moi ; je fis seulement nommer le Docteur Breteau au poste de secrétaire de la société argentine « El Hogar » et le docteur Cacaud, directeur de l'asile de Clermont (Oise). Enfin, j'obtins pour le docteur Gigon, le ruban de la Légion d'honneur.

Les historiens de l'avenir chercheront la vérité sur ce ministère Caillaux. Je ne puis leur donner que quelques détails à côté.

Caillaux qui avait pris le ministère de l'intérieur subissait M. de Selves comme ministre des affaires étrangères. Il avait la prétention de se substituer à de Selves, diplomate avisé, pour régler toutes les questions de politique étrangère. Il envoyait en Allemagne des agents personnels qui contrariaient l'action de M. Jules Cambon notre ambassadeur.

Tantôt on s'aplatissait devant l'Allemagne, tantôt on pratiquait au Maroc une politique d'annexion.

Je cite une anecdote personnelle. Comme on racontait un jour à Caillaux que le roi d'Espagne gênait notre politique au Maroc, il dit : « *Je vais lui envoyer un agent qui va s'entendre avec les anarchistes pour provoquer une révolution en Espagne* ». Et il le fit. C'est de ce jour qu'Alphonse XIII devint germanophile !

Caillaux sut conserver et encourager aux finances de bons fonctionnaires les Privat-Deschanel, les Sergent, les Luquet, les Celier, mais, en réalité, il se laissait diriger et influencer par des vauriens. C'est ainsi qu'il prit comme chef de cabinet un ancien commissaire de police Desclain, qu'il avait connu jadis à Alger et dont la principale mission était de lui procurer des femmes. Il fit une bonne action en recueillant dans son cabinet Jules Decosse qui était rédacteur de son journal *Le Bonhomme sarthois*. Decosse était très fin et il a évité à son ministre beaucoup d'avaries. Malheureusement, c'était un des plus beaux paresseux que j'aie jamais rencontrés. Il m'a rendu personnellement beaucoup de services dans la Sarthe car il n'y avait pas de paysan chez lequel il n'eut vidé quelque bonne bouteille de vin. Il s'était fait une clientèle à la Chambre en distribuant les cigares de La Havane saisis en douane et qui étaient mis à la disposition du cabinet des ministres. Il en vendait même à

bas prix et cela devait augmenter ses faibles émoluments. Par une disposition testamentaire, Caillaux en fit un sous-préfet de Mayenne.

Au point de vue de la politique intérieure, Caillaux s'efforça surtout de demeurer l'homme d'affaires du parti radical-socialiste. Du moment qu'on ne lui demandait pas de sortir d'argent de sa propre poche, il cherchait à être utile à tous ceux qui soutenaient sa personne. L'Allemagne, voyant le ministère français dans la liquéfaction, se crut tout permis et, poursuivant comme but de s'amener le Maroc, Guillaume opéra ce qu'on a appelé le coup d'Agadir. Caillaux fut ainsi mis à une rude épreuve. Pendant plusieurs mois, on se crut à la veille de la guerre. Si elle n'éclata pas, c'est parce qu'en réalité l'Allemagne ne se sentait pas encore suffisamment prête : elle redoutait l'Angleterre qui ne tenait pas du tout à voir l'Allemagne prendre une place prépondérante dans la Méditerranée.

Caillaux a joué dans cette affaire le rôle d'un bouchon flottant sur un torrent. Il a été d'un bout à l'autre débordé par les événements, s'est perdu dans les contradictions et finalement, grâce aux Anglais, nous avons obtenu une sorte de condominium des Allemands au Maroc. Officiellement, nous avons le protectorat. Économiquement, nous devons tolérer la présence débordante des Teutons. D'autre part, nous laissons l'Allemagne s'introduire au Congo comme puissance coloniale. C'est ce que Caillaux appela « *sauver la France de la guerre* ». Il ne l'avait même pas ajourné ; c'étaient les Allemands qui avaient décidé d'eux-mêmes le retardement de leur action. Si le Parlement n'avait pas secoué le joug de Caillaux et remis à Poincaré le salut de la France, nous n'aurions plus eu d'armée en 1914.

L'affaire Bolo

Voici une affaire célèbre et qui prolongera son retentissement jusqu'à la fin de la Grande Guerre. Elle sera un de mes motifs de rupture avec Caillaux. J'en ai été hélas ! L'un des témoins.

Vers le commencement de l'année 1911, j'étais devenu l'un des rédacteurs de *La Petite Gironde*. J'ai déjà fait connaître qu'au cours de la législature 1906, on pouvait être inscrit en même temps au Parti radical-socialiste et à l'Alliance démocratique (aile droite des partis de gauche). *La Petite Gironde* où Caillaux avait longtemps donné des articles m'avait sollicité de le remplacer quand il devint ministre pour la seconde fois et pendant plusieurs années j'ai été le collaborateur de ce grand journal du sud-ouest, républicain modéré. Je ne devais l'abandonner, durant la Grande Guerre, que pour entrer à *La Dépêche de Toulouse*. Je devins rapidement l'ami du jeune Marcel Gounouilhou, fils de Charles Gounouilhou, directeur du journal. Marcel était un garçon intelligent, alerte, aimant les affaires. Il était alors collé avec une charmante soubrette de l'Odéon, dont le nom m'échappe, et chez laquelle on déjeunait admirablement. Il avait pour secrétaire un brave garçon, d'origine juive et qui s'appelait Paul Worms.

Worms vint un jour me trouver au moment où les vignerons de Champagne avaient commencé une espèce de révolte pour protester contre les fraudeurs de leurs vins. En effet,

beaucoup de fabricants de vin mousseux travaillaient des vins du Midi ou d'Anjou et les vendaient comme purs produits d'Épernay. La révolte alla loin, car on brûla un ou deux châteaux. Worms me demanda d'enquêter sur la question et d'y consacrer deux ou trois articles, car les événements passionnaient le public bordelais. « *Pour vous documenter, me dit-il, je vais vous présenter à un homme particulièrement qualifié, c'est Paul Bolo, représentant de plusieurs maisons de vins de Champagne ; je suis son collaborateur pour un journal technique qu'il a fondé et il est président d'un syndicat de viticulteurs champenois. Au fond, c'est lui qui inspire la révolte. Il est d'une excellente famille, fils d'un notaire marseillais et son frère est le fameux Monsignor Bolo, prélat du pape, très connu dans les milieux mondains* ». Et de fait, Monseigneur Bolo était déjà une personnalité. Je fus donc présenté à Paul Bolo par Gounouilhou et Worms et je fus invité à déjeuner chez Bolo, rue d'Édimbourg, dans un bel appartement où je fus reçu par Madame Bolo.

Worms ne me laissa pas ignorer les histoires qui circulaient sur le compte de cette jeune dame fort jolie. Elle avait pas mal roulé, elle avait chanté dans des cafés concerts de bas étage et avait fait la conquête d'un riche marchand de vin bordelais, Muller. Madame Muller était devenue la maîtresse de Bolo et Muller était mort dans des conditions si suspectes que les héritiers spoliés avaient parlé d'un empoisonnement. Un arrêt de la cour de Bordeaux avait d'ailleurs pleinement justifié Madame Muller qui, après l'année de viduité, épousa Bolo.

Au moment où j'ai connu Bolo, il avait environ 35 ans. C'était un joli garçon, trop joli peut-être, grand, élancé, brun, type espagnol. Il parlait avec élégance, il était doué d'un aplomb imperturbable, semblait avoir parcouru le monde entier. Il charmait les hommes et les femmes.

Il m'expliqua les raisons profondes du mécontentement des Champenois et il me proposa de venir avec lui étudier le problème sur place. J'allais donc à Épernay avec Bolo, sa femme et Worms. Nous rendîmes visite à plusieurs propriétaires et à l'avocat des émeutiers qui étaient emprisonnés. Je fis deux articles favorables aux vignerons ; ils parurent dans *La Petite Gironde* et, pour me remercier, Bolo m'invita à un grand dîner où je rencontrai Géault-Richard, M. Louis ambassadeur à Saint-Pétersbourg, le président du tribunal civil Monier et d'autres personnages.

Quelques jours après, Bolo vint me trouver à la Chambre et me demanda si je ne consentirais pas à plaider pour lui devant un tribunal arbitral présidé par M. Léon Renault et qui devait statuer sur un conflit (une question d'indemnité) qu'il avait avec le gouvernement du Venezuela. Il m'indiqua que le député Viollette devait plaider pour l'un des intéressés. Un peu abasourdi, je demandai à réfléchir. J'ajoute tout de suite que Bolo insista pour être présenté par moi au président Caillaux, ministre de l'intérieur.

Le docteur Breteau était souvent à Paris et il venait toujours me voir à mon domicile, 15 rue Bouchut. Comme il était grand ami de Caillaux, je lui racontai toute cette affaire Bolo auquel il désira être présenté. Très fouinard, très quémandeur, Breteau voyait dans Bolo un personnage riche, capable de lui trouver un poste d'administrateur dans une société financière. Bolo nous invita à déjeuner tous les deux et Breteau lui promit son concours amical auprès de Caillaux.

Sur ces entrefaites, je rencontrais dans les couloirs du Palais-Bourbon le docteur Péchadre, alors député d'Épernay. Péchadre jouissait d'une assez mauvaise réputation. Hâbleur, bon vivant, jouisseur, ce gros homme avait la réputation de faire de mauvaises petites affaires. Il avait été compromis dans une entreprise de mines d'or en Auvergne.

Il me dit : « *Ajam, on vous a vu l'autre jour à Épernay en bien mauvaise compagnie. Savez-vous que Paul Bolo a été condamné pour escroquerie à deux mois de prison ?* ». Effrayé par cette révélation, je courus chez Worms. Ce dernier dont la bonne foi était entière demanda des explications à Bolo qui a couru chez moi tout effaré. « *Monsieur Ajam, me dit-il, je veux que vous sachiez toute la vérité. Ma vie est un roman. Oui, c'est vrai j'ai été condamné... pour un autre. J'étais l'amant d'une femme mariée et, pour éviter un grand scandale, j'ai pris à mon compte une escroquerie commise par le mari. D'ailleurs, un homme connaît toute l'histoire, vous aurez confiance en lui ; c'est le président Monier ; allez voir le président.* »

J'étais alors rapporteur du budget de la justice et j'avais grandes et petites entrées dans les tribunaux. Le président Monier que je connaissais bien avant de l'avoir rencontré chez Bolo, me reçut avec affabilité. Au premier mot que je prononçais, il prit un dossier dans un tiroir et me dit : « *Tout ce qu'affirme Bolo est exact. Voici la preuve de son innocence !* ». Il me tendit une pièce signée du nom d'un homme qu'on retrouvera plus tard dans le procès de 1917. C'était une lettre disant en substance : « *Je me reconnais coupable du délit pour lequel Bolo a été condamné* ».

Monier ajouta : « *Pour moi, Bolo est un très honnête garçon* ». Je ripostai : « *Monsieur le président, Bolo me demande de le présenter à Monsieur Caillaux. J'en ai parlé au président qui hésite à le recevoir. Consentiriez-vous à vous faire auprès du ministre le répondant de Bolo ?* ». – « *Mais, avec plaisir,* s'écria Monier. *Je suis intime avec Monsieur et Madame Joseph Caillaux ; j'en fais mon affaire* ». J'ai su depuis que Bolo avait fait la connaissance de Caillaux par l'intermédiaire de M. Monier. Bolo n'ayant plus besoin de moi, ne me donna plus signe de vie et je ne l'ai jamais revu. Il allait à Mamers chasser avec Caillaux ; il y avait d'étroites relations entre eux, entre Madame Caillaux et Madame Bolo. J'ai toujours été tenu à l'écart.

Un soir de l'année 1913, je dînais chez Caillaux (rue Alphonse de Neuville) en compagnie de Marcel Delanney et de l'agent de change Perquel. Caillaux nous offrit d'énormes cigares de La Havane. Il les prenait dans une grande boîte en bois précieux. J'ai remarqué en lettres de métal sur un des flancs de la boîte l'inscription suivante : *Al presidente Caillaux el fidelio Bolo*. J'ajoute que, fin 1913, quand je devins sous-secrétaire d'État, je reçus de Bolo une demande d'audience par l'intermédiaire de mon secrétaire Dassier. Je lui répondis par un pneumatique aimable. Il ne vint pas me voir. Je n'ai plus entendu parler de lui que quand il fut en prison. Je dis tout de suite qu'en 1918, interrogé par la commission du Sénat, Caillaux eut l'infamie de dire que c'était moi qui lui avais imposé Bolo en 1911 ! Nous reviendrons là-dessus.

—

Ma vie de famille dans la Sarthe

Je suis loin d'avoir fini l'histoire de la législature 1910-1914. Il est utile que je revienne un peu vers ma vie privée. Mon fils était revenu d'Allemagne. On trouvera dans un mes cahiers une notice complète sur Pierre Ajam. Tout ce que je pourrais dire ici ferait double emploi. J'ai déjà écrit quelle avait été ma situation de 1906 à 1910. Mon principal revenu était le barreau. Je venais de Paris consulter et plaider toutes les semaines. Heureusement, j'étais bien secondé par mon secrétaire Georges Bouvier qui s'était attaché à ma personne et qui devint pour moi le plus précieux des collaborateurs.

En 1910, ma femme vint définitivement habiter Paris avec ma fille. Mon fils s'était engagé pour 3 ans au 117^e régiment d'infanterie dont la garnison était au Mans. C'est alors que Georges Bouvier demanda la main de ma fille qui n'avait pas seize ans. Je fus d'abord très étonné car j'ignorais cette amourette que ma femme avait devinée depuis longtemps. J'avais une grande affection pour Georges et je considérais cette union comme un événement fort agréable. Mais, ma fille étant réellement trop jeune, le mariage fut reporté à l'année 1912.

Il fut célébré au Mans à la fin de juillet. Ce fut une grande solennité marquée par un grand bal à la bourse de commerce. Cela fit un petit scandale dans les milieux bourgeois, car le mariage fut purement civil. M. et M^{me} Caillaux vinrent au bal.

Je puis dire que ce mariage marqua la fin de ma carrière d'avocat. Je plaçais encore quelques affaires. J'avais encore le droit de porter la robe en 1914, mais je la jetais aux orties en 1915. J'étais trop occupé à Paris et je ne pouvais faire concurrence à mon gendre.

Ma politique dans la Sarthe était alors facile. Mon gendre était chef de mon secrétariat. Caillaux marchait d'accord avec moi et les préfets ou sous-préfets étaient à notre entière disposition. Le député Laroche était un collègue affable, toujours disposé à être utile ; Georges Bouttié, le député du Mans, ne faisait rien sans me consulter. Gaston Galpin, l'unique député conservateur, ne s'occupait que de ses foires et marchés où il se rendait avec un bâton de maquignon. Le sénateur Cordelet, vieux et fatigué, ne servait plus que d'ornement.

Quant à Lebert, recroquevillé dans sa coque, il menait une assez triste vie. Nous le considérons comme un pestiféré et Caillaux lui fermait tous les guichets. Néanmoins, il conservait une clientèle républicaine assez importante et, dès 1913, Caillaux me chargeait de tenter une conciliation. Puisque j'ai parlé de nos préfets, terminons-en avec eux.

Nous avons eu dans la Sarthe, de très grands proconsuls, Charles Lutaud qui devint gouverneur général de l'Algérie, Achille Tournier, écrivain de haute valeur et qui a laissé un volume de maximes digne de Chamfort, Jules d'Auriac, un peu fantaisiste mais sociologue fort original, Marcel Delanney, Pierre Bordes aujourd'hui (1929) gouverneur général de l'Algérie. À côté de ceux-ci, des moindres noms, Demarthes, Landrodie (mort sénateur de la Charente-Inférieure) enfin Maurice Montigny le père de l'affreux greffier dont je raconterai plus tard l'histoire.

Charles Lutaud, qui a présidé à mon entrée dans la vie politique, est demeuré mon ami. Très fin, très adroit, les scrupules ne l'étouffaient pas. Il fut le dévoué sénateur des

gouvernements opportunistes. Je crois avoir raconté comment le ministre Constans l'envoya dans la Sarthe pour se débarrasser d'Anselme Rubillard et comment il eut « la peau » de ce vieux roublard. Charles Lutaud fit ensuite, dans la Haute-Garonne, la politique des frères Sarrant. C'est à Toulouse qu'il épousa la veuve de M. Laulanie, directeur de l'École d'agriculture, une femme charmante qui devint pour lui la plus utile des collaboratrices. Je les ai retrouvés tous les deux en Algérie, au début de 1912.

Marcel Delanney était venu de l'Ariège sur la demande de Caillaux dont il fut longtemps l'âme damnée. Il a toujours été pour moi un bon camarade et a fait tout ce qu'il a pu pour préparer ma députation. Sans fortune, il avait épousé la fille d'un riche industriel de Thonon (M. Berger) dont il eut trois beaux garçons. Les gouvernements envoyaient toujours Delanney là où il fallait un homme à poigne. D'éducation bonapartiste, Delanney était particulièrement préparé pour cette besogne. C'était un type admirable, grand, fort, taillé en Hercule, avec une barbe assyrienne. Quand il vous donnait un coup de poing sur l'épaule, il vous envoyait par terre. Il n'était pas orateur mais il agissait avec décision. Son conflit avec Cavaignac fut homérique. C'est lui qui a organisé politiquement la Sarthe et d'une manière si solide que rien n'a pu briser aujourd'hui l'armature des comités qu'il me fit fonder.

Partout où il y avait une situation impossible, en Corse, en Haute-Vienne, à Paris, on envoyait Delanney qui matait les plus malins. Caillaux fit de ce précieux collaborateur un directeur général des douanes, puis un préfet de la Seine. C'est dans ce dernier poste qu'il put déployer toute son énergie, toute sa finesse d'administrateur. Derrière son masque de brutalité, il y avait un sentimental, un roublard, un artiste. Je raconterai plus tard comment, ayant rompu avec Caillaux, il fut néanmoins et avec injustice frappé par Clemenceau. A l'heure actuelle (1929), Delanney est demeuré pour moi un excellent camarade.

Landrodie succéda à Delanney. C'était un ancien journaliste sans grand talent, peu orateur, mais très fin et très diplomate. Il manœuvra très habilement sa barque sur ce lac orageux où Caillaux, nouvel Eole, soufflait souvent la tempête. Il demeura l'ami de Lebert tout en se faisant l'humble serviteur du Necker de Mamers. C'est lui qui m'a enseigné l'art du poker et j'ai payé ses leçons assez chères. J'ai rarement connu un dissimulateur de cette force. Il s'était violemment épris de la jeune femme de son secrétaire général, de Veulles, mère de trois enfants et jouissant d'une belle fortune personnelle. Il l'introduisait la nuit à la préfecture, quand le mari était en voyage, grâce à la complicité de son chef de cabinet Jouanneaux, type débrouillard qui a su conserver la confiance de trois préfets successifs et gouverner en réalité le département, quelquefois contre Caillaux. Il faudra que j'écrive quelque jour l'historiette de ce Jouanneaux qui fut une intéressante figure sarthoise.

De Veulles apprit qu'il était cocu il fit un bruit d'enfer. Landrodie se défendit comme un beau diable. Caillaux me pria de tirer l'affaire au clair, car il savait que je vivais dans l'intimité absolue de Landrodie. Je dis au préfet : « *Voyons ! Mon cher ami, vous avez bien le droit d'être amoureux ; mais alors demandez votre déplacement. Un scandale rejaillirait sur vos amis politiques !* ». – « *Moi, l'amant de cette femme, s'écria-t-il, mais elle me dégoûte, elle est trop maigre ; si je couchais avec elle j'aurais peur de me couper !* ».

Clemenceau qui était ministre de l'intérieur le fit venir et lui dit : « *Voyons, ça m'est bien égal que vous couchiez avec cette petite femme. Avouez-le, je vous déplacerai avantageusement* ». Il jura sur son honneur à Clemenceau que tout était faux. Au bout de quelques semaines, le scandale éclata ; de Veulles le surprit, le menaça du revolver et Landrodie reçut comme douce pénitence la préfecture de la Charente inférieure, son pays natal. Il y réussit admirablement, s'y fit aimer. Et quand il prit sa retraite, il se fit facilement nommer sénateur de ce département très radical. M^{me} de Veulles avait divorcé, il l'épousa et en eut une fille.

J'ai retrouvé Landrodie au Sénat où il jouait un rôle effacé. Il paraissait en bonne santé quand brusquement, vers 1926, je crois, il fut terrassé pendant les vacances par un cancer du médiastin.

Maurice Montigny, charmant homme, lettré, d'une intelligence ordinaire, cocu magnifique. Étant sous-préfet, il avait épousé la fille de Pabot-Chatelard, alors sous-préfet du Havre. M^{elle} Pabot-Chatelard avait été fortement frappée partout par les officiers de la garnison. C'était une jolie brune, émoustillante, flirteuse énergique. Je ne l'ai connue qu'à l'âge canonique, mais elle sut me faire comprendre qu'elle eut volontiers couché avec moi. J'avais mieux. On dit que, son mari étant sous-préfet de Loches, il fut cocufié par Wilson. Je n'y ai pas été voir. Ce que je puis affirmer par exemple, c'est que Caillaux n'a jamais été le père de Jean Montigny. A cette époque, notre vérolé national ne connaissait pas les Montigny. Jean, d'ailleurs, ressemble physiquement à son père (au moral c'est un bandit). On a fait courir cette légende stupide, aussi bête que celle par laquelle on a voulu que Leret d'Aubigny (Albert) fût le fils d'Alphonse Leporché. Si j'avais été l'amant de toutes les jolies femmes dont j'ai été l'avocat, je n'eusse pas suffi à la besogne !

Maurice Montigny ne possédait pas une intelligence à casser les murs. Neveu d'Ambroise Thomas, il avait le pied très parisien et il semblait né pour ouvrir les portières d'une voiture ministérielle. Caillaux trouva en lui un instrument plus facile à manier que ne l'étaient Landrodie et Delanney. Toutefois, Montigny tenta plusieurs fois de remonter le courant. Il avait vu clair dans l'affaire Lebert et il nous blâmait d'avoir coupé en deux le parti républicain pour satisfaire une fantaisie de l'obscur docteur Breteau que son mauvais caractère et ses bavardages diffamatoires rendaient odieux. Après les élections de 1910, il me conseilla nettement de ne pas poursuivre la campagne de dissidence et il m'en a cuit de n'avoir pas suivi ses directives pleines de sagesse. Pendant plusieurs années, la famille Montigny fut amicalement unie à la mienne. Le fils Montigny était un garçon intelligent, fort éveillé, et disposé à se lancer dans la politique. Je l'encourageai, il ne quittait guère mon cabinet ; il était à tu et à toi avec mon fils et avec mon gendre. Il me plaisait, je l'aimais, il m'accompagnait dans mes tournées électorales. Il était fier de porter ma serviette. Je voyais en lui un successeur possible. Pour en finir avec Montigny père, j'écris tout de suite que la guerre le trouva directeur du personnel au ministère des finances. Il avait sollicité ce poste de Caillaux parce qu'avant tout il voulait habiter Paris. Lorsque l'attitude de Caillaux et ses crimes le rendirent impossible, Montigny fut enveloppé dans la déconsidération qui atteignait tous les amis du traître. Je le sauvai des griffes d'Alexandre Ribot qui voulait le mettre à la retraite et je le fis nommer trésorier général à Rennes. Pendant la guerre, je continuai de le

protéger ; après la guerre, j'obtins pour lui de Paul Doumer un poste de régent à la Banque de France et je le fis nommer officier de la Légion d'honneur.

Personnellement, Maurice Montigny ne me témoigna aucune ingratitude. Mais on verra que son fils se conduisit avec moi comme le dernier des goujats. C'est l'homme qui a le plus contribué à me discréditer et à me faire jeter hors du Parlement. Cavaignac me disait : *« Il ne faut jamais essayer de se former des successeurs. Vous croyez vous faire un ami et vous fabriquez le pire ennemi. Laissez donc faire les événements, ils se chargeront bien de vous trouver un remplaçant ! »*.

Quelle triste vérité ! En politique, le devoir des vieux est d'étouffer les jeunes. Ces derniers ont toujours la ressource, à force de ruse, de tromper les vieux, de les surprendre et de les assassiner par derrière. C'est la vie !

—

Pendant que je suis dans la Sarthe, disons un mot de ce Jouanneaux qu'on appela longtemps « le maire de Pontlieue ». J'ai écrit dans un de mes cahiers que j'avais eu pour collègue à la municipalité du Mans un brave homme nommé Adrien Tironneau dont le nom a été donné plus tard à une place du Mans. Tironneau avait exercé le métier de boulanger et s'y était rendu sympathique. Sa femme était devenue folle, il la soigna chez lui avec un dévouement extraordinaire et ne voulut jamais la laisser interner. Il vendit sa boulangerie et s'associa avec un marchand de cuirs verts. Il spécula avec succès et réalisa une belle fortune. Comme il avait peu d'instruction, il choisit comme secrétaire le jeune Jouanneaux, qui s'était distingué à l'École primaire supérieure et qui était entré comme employé aux écritures à la préfecture de la Sarthe. Grâce à Tironneau, Jouanneaux ne tarda pas à prendre de l'importance. Déjà vieux, et un peu avant de devenir maire du Mans, le père Tironneau prit une jeune maîtresse, une jolie couturière à la cuisse légère, nommé Alice Heurtebize. Jouanneaux, en parfait secrétaire, eut la condescendance de fabriquer à M^{elle} Heurtebize une charmante petite fille que Tironneau se mit à adorer comme le produit de ses dernières ardeurs.

Le secrétaire était déjà un personnage. Il avait capté la confiance du préfet de Marthes qui le légua à Delanney lequel le légua à Landrodie. Sous ses trois consulats, Jouanneaux fut le maître du département. Les maires le connaissaient beaucoup plus que le préfet. En 1909, il épousa avec beaucoup de crânerie la cause de Lebert dont il demeura officiellement l'ami. Cela fit rougir la crête de Caillaux qui le fit chasser du cabinet de Montigny et le renvoya à sa division. Cette lutte de Caillaux contre un modeste employé devint fameuse et procura à Jouanneaux une sorte de popularité. Il ne tenait qu'à lui de jouer un rôle politique. Il eut la sagesse de résister à la voix des sirènes et il occupa jusqu'à la fin un poste important. Le plus joli tour qu'il joua à Caillaux fut de se faire nommer officier de l'instruction publique alors que le président était en pleine puissance. Grâce à des amis de Paris, il roula et Caillaux et son préfet. Ce fut une comédie dont se réjouirent les Manceaux qui adorent ce genre d'exercice. Jouanneaux qui avait été mon ennemi quand j'étais au pouvoir, est devenu mon ami quand je suis tombé. Il a été un des rares Manceaux qui ont voué à l'ignoble Caillaux le mépris qu'il

méritait. Jouanneaux épousa la fille d'un de mes amis de collègue (un de ceux qui ne m'ont pas abandonné), Victor Fouanon, alors maire et conseiller général de Ballon.

La législature de 1910

Caillaux étant par terre, la France jouit de quelque tranquillité. De 1910 jusqu'à 1914, le pouvoir fut partagé par Briand, Poincaré et Barthou.

Au parlement. Encore quelques types.

Voyage en Algérie

J'ai promené déjà pas mal mes lecteurs dans les couloirs du Palais-Bourbon. Je leur ai présenté beaucoup de mes collègues, mais je suis loin d'avoir épuisé la liste.

Ai-je déjà parlé d'Henri Chéron ? Je n'en sais trop rien. Tant pis si je fais des redites. Pendant que je débutais comme avocat au Mans, Chéron débutait à Lisieux. D'origine modeste, il avait dû, pour continuer ses études de droit, entrer comme garçon de laboratoire chez un pharmacien. Il en conçut une telle aversion pour les apothicaires que, quand plus tard il devint rapporteur du budget des finances, il imposa d'un seul coup de 12 pour cent tous les produits pharmaceutiques. La Chambre des députés, qui d'habitude avait moins de sagesse, avait repoussé d'abord cette fantaisie. Mais, dans une nuit, en présence de 10 sénateurs dont quelques-uns, médecins de campagne, avaient horreur des pharmaciens, Chéron fit passer son article vengeur.

Ce gros garçon, avec ses deux mètres de tour de ventre, était l'un des plus fins politiques de la Chambre. Clemenceau l'avait deviné et, s'étant trouvé en contact avec lui quand Chéron était rapporteur du budget des établissements pénitentiaires, il en fit un secrétaire d'État à la guerre. Chéron avait toujours eu le génie de la réclame. Bien qu'il fût extrêmement susceptible, il accepta avec joie d'être le jouet des caricaturistes et des chansonniers. Naïvement, ou plutôt par malice, il allait au-devant des plaisanteries. C'est lui qui imagina d'aller inspecter de nuit les casernes. Il se présentait à la porte tout emmitoufflé, vers deux heures du matin et allait dans les cuisines examiner si les pommes de terre étaient de bonne qualité. Il se fit ainsi une grosse popularité. C'est lui qui imagina de faire distribuer aux soldats un petit pot de pommade mercurielle pour les protéger contre les périls de Vénus. Pendant 20 ans, il fut la suprême ressource des auteurs de revues.

Il était en même temps démagogue et conservateur. Il a su accaparer la confiance des gros herbagers normands qui devinaient en lui le véritable type de leur pays. C'était un extraordinaire faux-bonhomme, peloteur, louangeur, camarade avec tous les partis. Avec cela orateur et spirituel. Je n'ai pas connu son pareil pour les toasts de banquet. Rien qu'à voir se dresser ce bon Falstaff entre le fromage et le café, la salle était prise d'un fou rire. Il travaillait ses mots et il en trouvait d'exquis. Malheureusement, je ne les ai pas tous notés. Voici l'un des meilleurs. A Chinon sur les bords de la Loire, il préside un banquet en l'honneur de Jeanne d'Arc : « *Messieurs, dit-il, les Normands mes ancêtres ont jadis, sur leurs barques légères,*

pénétré jusqu'ici pour piller vos biens et violer vos femmes : je viens solennellement vous affirmer que leurs descendants ne recommenceront pas ! ».

Il eut parfois des déboires. Quand il était ministre de l'Agriculture, il s'en vint, chargé de rubans du mérite agricole, présider à l'hôtel d'Orsay le banquet des sommeliers de Paris. Malheureusement, depuis le matin, des sommeliers s'étaient livrés à des expériences sur la qualité relative des vins et des apéritifs. Disons le mot : les trois quarts étaient ivres comme la Pologne. Quand Chéron se leva, il se vit familièrement interpellé de tous les côtés : « *Ah ! Le bon gros ! Il en cache des tripes ! etc...* ».

Chéron, furieux, partit en emportant sa cargaison de croix et de médailles. Ce fut un superbe tumulte.

Pas gourmet, mais gros mangeur, je lui ai vu absorber, la nuit, à la commission du budget, des sandwiches par douzaine. Travailleur infatigable, il acceptait les besognes les plus répugnantes, les rapports les plus compliqués et il donnait son effort personnel.

Au demeurant, malgré le peu de confiance que l'on avait dans son caractère, il attirait la sympathie générale dans ce milieu où la félonie, l'hypocrisie, la perfidie sont la règle.

Chéron était animé par la passion du pouvoir, et quand il était tombé, il savait se contenir et ne faisait preuve d'aucune mauvaise humeur. Il rentrait dans le rang et cherchait de nouveaux travaux. Il ne vivait que pour la politique. Il est de ces rares avocats qui ont quitté la toge en entrant au Parlement. Avec son talent, il eût pu réaliser une grosse fortune.

Sa susceptibilité était énorme. Il croyait toujours qu'on lui en voulait. Un jour, Viviani qui était un grognon, passa auprès de lui sans lui dire bonjour. Il courut après et lui demanda : « *Qu'est-ce que je t'ai fait ?* ». Viviani lui répondit : « *Tu m'emmerdes !* ». Chéron lui envoya deux témoins dont l'un était le fameux Klotz. Il est à peine besoin de dire que l'affaire fut rapidement arrangée, car Viviani se contenta de répondre « *Merde* » à toutes les questions qui lui furent posées. C'était d'ailleurs son habitude. Il était atteint de coprolalie.

Ce mot singulier me met en mémoire un autre parlementaire avec lequel je fus lié et qui n'était autre qu'Eugène Lintilhac, sénateur du Cantal. J'ai connu Lintilhac bien avant d'entrer au Parlement. Il était professeur de rhétorique au lycée Louis-le-Grand et il avait écrit dans *Le Temps* deux ou trois articles sur l'art de parler en public. C'était à ce moment que je faisais paraître mon ouvrage sur le même sujet. Lintilhac m'envoya une lettre d'approbation et nous devînmes amis.

Je le retrouvai plus tard au palais Bourbon, puis à dîner chez Pierre Baudin, alors ministre de la Marine. Lintilhac était un admirable lettré, fin causeur, un peu pédant, avec des côtés d'une extrême naïveté d'enfant du plateau central. Disons le mot, il prêtait à la blague. Il préparait ses dîners. Il avait un carnet d'anecdotes qu'il portait toujours sur lui. Il étudiait d'avance ses anecdotes qu'il plaçait coûte que coûte. Chez Baudin, il nous parla de Shakespeare et nous révéla gravement qu'ayant relevé les grossièretés du poète, il avait pu écrire une thèse ainsi conçue : *De la coprolalie chez les jeunes filles de Shakespeare*. Il est mort du chagrin de n'avoir pu devenir ministre de l'instruction publique.

Clemenceau ne l'épargnait guère. Un jour que Lintilhac, jusque-là porteur de barbe, s'était fait raser à la nouvelle mode américaine, Clemenceau l'aborda : « *Mon pauvre vieux, hier tu avais la figure d'un con, aujourd'hui tu as la figure d'un cul !* ».

Lintilhac avait divorcé d'une première femme parce qu'il ne pouvait en avoir aucun enfant. Il la fit examiner par un gynécologue qui la déclara inapte tandis que lui-même était reconnu « bon pour le service ». Il se remaria avec une jeune fille et de son côté sa première femme se consola. Lintilhac continua de se montrer incapable de procréer et sa première femme eut quatre enfants. À chaque naissance elle envoyait une lettre de faire-part à son ancien mari pour le faire enrager. Tallemant des Réaux a raconté une histoire de ce genre, mais on sait que l'histoire est un recommencement. Je crois que Lintilhac a eu pour successeur au Sénat François-Marsal, lequel avait onze enfants !

Clémentel (Etienne) fut aussi un enfant du plateau central, mais d'une autre habileté ! Petit notaire à Riom, il gagna la confiance des Auvergnats et devint maire de cette ville. Tout jeune encore, on en fit un député. Il n'était pas riche et il commença par épouser une Annamite, petite épouse d'un entrepreneur colonial qui lui avait fabriqué deux enfants et l'avait laissée veuve avec un bel héritage. Clémentel fit parfaitement élever à la française ces deux métis. Devenu veuf, il lui arriva la plus singulière aventure du monde. Il fit connaissance à Pau d'une aventurière qui, ancienne bouquetière et fille de la rue, avait épousé un riche américain, Schwartz. Devenue veuve, elle menait grand train. Clémentel connaissait son passé, mais il l'épousa pour son capital. À ce moment, il avait déjà été ministre et passait pour avoir quelque fortune. Dans la nuit de noces, les deux amoureux époux furent obligés de s'avouer qu'ils s'étaient réciproquement volés et qu'ils étaient ruinés tous les deux. Ils se flanquèrent des coups et divorcèrent le lendemain.

Depuis, Clémentel épousa sa sténographe. Mais, sur ces entrefaites, il avait fait la connaissance de l'Auvergnat Bergougnau, le fabricant de caoutchouc, rival de Michelin. Il fit décorer Bergougnau qui lui procura un poste d'administrateur dans son entreprise. À partir de ce moment, libre de tout souci d'argent, Clémentel, nullement gêné par l'historiette Schwartz, devint un des grands hommes du Parti radical. Peu doué pour la parole, mais débrouillard et sympathique, sachant choisir ses collaborateurs, il a conservé une situation parlementaire très enviable. Il est devenu candidat possible à la présidence de la république. Il a été sept ou huit fois ministre. Malheureusement, il est devenu paraplégique et, complètement paralysé du côté droit, il n'a plus qu'une vie végétative. En 1933, on a représenté un grand opéra, *Vercingétorix*, dont il avait écrit jadis le livret. Mais cela n'eut aucun succès. Clémentel, comme Leygues, tournait agréablement le vers et de plus, il avait un petit talent de peintre.

Le pauvre L.-L. Klotz, que j'ai beaucoup connu, après avoir éprouvé plus d'enivrement que Clémentel (car il a été le premier juif français qui soit devenu ministre) est tombé d'une manière atroce. Je l'ai pratiqué alors qu'avocat sans causes mais fort riche, il était encore un rôdeur de couloirs. Marié à une femme charmante et fortunée, ce fils d'un marchand de cravates de la place des Victoires, était gonflé de toutes les ambitions. Pas aussi beau que Léon Blum mais élégant et bien tourné, il était devenu la coqueluche des petits théâtres où il trompait sa femme à tire-larigot. Sa femme était sa cousine et, la syphilis aidant,

la dégénérescence familiale était devenue complète. Il avait la douleur de perdre régulièrement tous ses enfants à l'âge de quatre ans. Peut-être que, si ces enfants avaient vécu, la jeune femme aurait supporté les caprices mondains de son mari. Mais, écœurée, elle divorça. Klotz fut ministre des Finances au cours de la législature 1910 et le redevint pendant la guerre avec Clemenceau, grâce à son amitié avec Mandel.

Que Klotz ait eu la passion des femmes, c'est un phénomène qui n'a aucun caractère exorbitant dans notre pays gaulois. Ça vaut encore mieux que de pratiquer le commerce des jeunes garçons. Les femmes ont beaucoup contribué à sa ruine, mais sa passion la plus détestable fut le jeu et surtout le jeu de courses. Quand il était ministre, il était toujours débiteur d'un million de francs chez les bookmakers. C'est cette passion qui l'a conduit à sa perte. Lorsqu'il culbutera en 1928 et que je serais parvenu à ce point de mes mémoires, j'aurai bien peu de choses à ajouter aux commentaires des grands journaux de l'époque. Son ami Barthou, qui avait plus de vices que lui mais qui les payait moins cher, fut impitoyable pour lui. Lorsque Klotz devint escroc, on aurait pu facilement et sans grande exagération le faire passer pour fou. Car il était devenu gaga. J'ai constaté que ses électeurs de la Somme le plaignaient et lui demeuraient fidèles. Après tout, s'il a fait des folies, il n'a jamais trahi son pays comme un Caillaux !

Je me souviens du mot terrible de Marcel Proust sur la race juive. Il soutenait qu'un juif ne pouvait pas trahir la France puisque la France ne pouvait jamais constituer pour lui une patrie. Il y a du vrai là-dedans. J'ai vécu beaucoup dans les milieux israélites ; j'y vis encore. J'y ai connu de braves types, mais la fripouille domine dans la race. Ce sont des orientaux et il leur est impossible d'aimer les occidentaux. L'assimilation demeurera toujours incomplète. Un juif que je considérais comme un excellent camarade et à qui j'avais rendu service m'a conseillé froidement comme placement sur une affaire qu'il savait mûre pour la faillite. Il n'en a conservé aucun remords et il a trouvé cela tout naturel. Ils ont adapté à la finance le fameux axiome des Corses : « *Garde toi, je me garde !* ». En amitié, un juif ne connaît que le rendement. Vous me direz que pas mal de Français sont ainsi faits, mais tout de même, cela se passe sur un autre plan.

Mon beau-père qui a travaillé trente ans avec des juifs ne professait pas pour eux une amitié particulière, mais il estimait la loyauté de la plupart de ses clients. Drumont a exagéré sûrement, mais le fond de sa thèse était exact. Pour un juif, il est agréable de rouler un goy. Race intelligente, laborieuse (pas pour le travail manuel), patiente, humble avec le fort, insolente avec le faible, orgueilleuse, ambitieuse, apte à tous, merveilleusement taillée pour la politique. Que le juif soit conservateur au révolutionnaire, il est un mystique.

Exemple : Léon Blum. Je ne l'ai guère connu qu'au début de la Grande Guerre quand il fut chef de cabinet de Marcel Sembat, ministre des travaux publics. Qui aurait pu alors supposer que ce garçon si pommadé, si fin, si lettré, fils d'un riche fabricant de soieries, collectionneur avisé, critique littéraire, amoureux de théâtre et d'actrices couvait un révolutionnaire marxiste ? On a qualifié Blum de sadique et je crois que le terme n'a rien d'exagéré. Peu importait à cet homme d'être ruiné et de mettre la France à feu et à sang

pourvu que fut établie aux yeux des chrétiens la domination d'un juif. C'est une banalité que de relever dans le bolchevisme russe l'influence prépondérante des juifs.

André Hesse fut le second ministre juif, Pierre Laval devant être le troisième¹. J'ai raconté dans mes notes plusieurs anecdotes sur André Hesse. Je le retrouverai dans mon voyage en Tunisie de 1914. La haine qui sépare toujours à la Rochelle les huguenots des catholiques a provoqué la fortune de ce juif arriviste, intelligent et sans scrupules. C'est pour la même raison que Crémieux fit son chemin dans le Gard. La franc-maçonnerie a seule pu être assez forte pour faire nommer un juif député par des chrétiens bêtes et divisés. C'est ce qui me fait craindre que la France ne soit mûre pour les derniers avilissements. Les Reinach ont pu se faire nommer, mais dans des pays pauvres où ils ont acheté les électeurs comme cela se passe à Bône. Mais que des chefs de famille française, indépendants et riches aient élu des juifs, cela dépasse tout !

Les mines - Voyage en Algérie 1911-1912

Interrompons provisoirement ces historiettes parlementaires et reprenons mon histoire personnelle. Dès le début de la législature, mes collègues m'avaient donné une rare preuve de leur estime. Alors que le règlement de la chambre n'attribuait à chaque député l'entrée que dans deux commissions, je fus nommé dans trois de ces commissions : la plus importante, celle du budget, puis la commission de la prévoyance et assurances sociales, enfin la commission des mines et forces motrices. Je fus presque immédiatement nommé vice-président de ces deux dernières commissions. J'étais parvenu à l'apogée de ma force intellectuelle et physique. Je menais de front une foule de travaux. J'encombrais les journaux et les revues de mes articles. J'écrivais l'éditorial de mon journal *La France* dont je demeurais le rédacteur en chef jusqu'en 1915.

Je fus poussé à la commission des mines par le comité des houillères dont le président était M. Darcy et le secrétaire général de Peyerinhoff. Curieux personnage que ce Peyerinhoff de Fontenelle. Très instruit, intelligence de grande cuvée, rompu aux grandes affaires, après être, je crois, passé par le conseil d'Etat, il était devenu l'âme du comité des houillères de même que son ami Robert Pinot était devenu l'âme du comité des forges. J'ai eu la chance d'être lié avec ces deux esprits d'élite qui ont aidé à rénover le grand patronat français et à lui faire comprendre les nécessités de la démocratie moderne.

De Peyerinhoff m'avait donné de sages conseils lorsque j'étais ma première brochure contre l'étatisme. Mes études positivistes m'avaient conduit à cette conception que le socialisme était une réaction de démagogie et qu'une nation se perdait en remplaçant la notion de providence-Dieu par celle de la providence-Etat. Ce n'était pas certes une régression vers le catholicisme mais cette conviction que l'individualisme était le seul support possible d'une société civilisée.

Peyerinhoff admirait la clarté de mon exposé. Il me fit venir et me dit : « *Vous pouvez rendre le plus grand service à une industrie française fortement menacée par les socialistes.*

¹ Erreur ! Pierre Laval n'était qu'Auvergnat mais il valait deux juifs !

La commission des Mines est saisie d'un projet Viviani qui établit le principe du superdividende et qui, sous une forme en apparence bénigne, prépare la nationalisation des mines. C'est très grave. Puisque l'antiétatisme est une formule que vous avez officiellement défendue, tâchez donc d'avoir le rapport et enterrez cette triste affaire. Il faut gagner du temps... ». « Mais, répondis-je, vous me demandez presque l'impossible. Jaurès poursuit implacablement les mines. C'est Painlevé, la gloire de l'Académie des sciences qui réclame ce rapport. Vous allez me faire broyer. Je vais être le pot de terre. De plus, la majorité de la commission est socialisante ! Et puis, je suis un simple juriste et non un technicien ». « Allez y tout de même, riposta Peyerinhoff, vous seul pouvez nous sauver. Nous vous devons une reconnaissance éternelle ! ». J'acceptai et je mis en œuvre toute mon influence parlementaire.

A ma propre stupéfaction, je battis Painlevé par 17 voix contre 14. Ce fut un grand évènement du Palais. J'avais vaincu un ténor mais, hélas !, je me classais à droite et, plus tard, on le verra, ce fut un des motifs pour lesquels Caillaux put me chasser du parlement. Je ne pouvais alors prévoir les turpitudes de ce misérable !

Je me mis au travail avec mon activité ordinaire. Je n'étais jamais descendu dans une mine, je ne connaissais pas les centres miniers. Je fis nommer une sous-commission d'enquête qui comprenait Dron, député de Tourcoing, Painlevé, Albert Thomas, Georges Bonnefous.

Nous fîmes ensemble un voyage dans le Nord qui dura une quinzaine. Nous descendîmes au fond à Lens, à Anzin, Bruay, à l'Escarpelle. Partout nous fûmes reçus à bras ouverts. C'est alors que je pus deviner toute l'habileté de Peyerinhoff. En réalité, les députés socialistes mineurs ne combattaient les compagnies qu'à la surface et pour maintenir leur popularité démagogique. Les mines riches du Nord n'éprouvaient aucun embarras à traiter convenablement leurs ouvriers. J'ai pu constater que le mineur, dans une profession qui a ses dangers (comme celle du marin) avait une vie heureuse. Bien logé dans les corons des compagnies, payant un loyer réduit, propre par nature puisqu'obligé de se laver à fond tous les jours, travaillant moins de huit heures, habitué au dur climat du Nord, il était dans une situation sociale supérieure à celle de nos petits cultivateurs de l'ouest.

Exemple pris dans le Nord : quand une belle fille de fermier est à marier, elle préfère un robuste mineur au premier valet de charrue ou même à un fils de fermier. Les corons sont propres, bien tenus, les intérieurs aisés, les enfants nombreux et joufflus. Mais la politique exige que les ouvriers aient l'air mécontent.

Dans toutes les corporations ouvrières cette rouspétance qui est dans le caractère français, a été habilement exploitée par des ouvriers intelligents et beaux parleurs, ainsi Basly, le mineur indomptable, Broutchoux, son émule, Cadot, Evrard, Lamendin etc... Une des manières les plus habiles pour un ouvrier débrouillard de s'extraire de sa classe est de devenir secrétaire de syndicat. C'est ainsi que Basly, renvoyé par la compagnie, est devenu marchand de vin, puis député, puis rentier très cossu.

J'ai beaucoup pratiqué ces députés mineurs. Ils étaient tous bons enfants, serviables, sociables et ne redoutaient qu'une chose : la révolution capable de les arracher à leur doux emploi.

Vous comprenez que les compagnies ont eu beau jeu avec ces gaillards-là. Peyerinhoff me disait un jour : « *Si les syndicats n'existaient pas, il faudrait les inventer* ». A part de rares exceptions, tous les dirigeants des syndicats étaient à la solde des compagnies.

La plupart des grèves que j'ai vues se dérouler sous mes yeux éclataient quand les compagnies, ayant trop de charbon sur le carreau, ne savaient comment l'écouler. Au fond, l'équilibre social se trouvait assuré grâce à ces apparences de conflit perpétuel habilement entretenues. Le point sombre du tableau était l'existence, dans le centre de la France, de petites mines pauvres qui n'avaient pas le moyen de procurer à leurs travailleurs le sort heureux de leurs camarades du Nord et du Pas-de-Calais. Les vraies grèves de mineurs ont toujours été provoquées dans la Loire.

A Lens, le conseil d'administration avait convié les enquêteurs à un déjeuner copieux et fin. Les députés mineurs y vinrent par des chemins détournés et des portes de derrière. Au demeurant, notre voyage ne fut fatigant que pour nos estomacs. Mes compagnons étaient gais et spirituels. Painlevé se hissait à la force du poignet dans le filet du wagon, Bonnefous faisait des calembours et Thomas riait dans sa barbe touffue.

Ce Thomas était un petit professeur d'histoire issu d'une famille pauvre, ancien boursier d'État et qui, dévoré par l'ambition, avait cherché un débouché dans le socialisme. Doué d'une âpre éloquence, avec un faciès brutal de communard pétrolier (le type de l'emploi !), roublard, il devint rapidement député dans la banlieue de Paris (Champigny).

Il fut presque tout de suite accaparé par les capitalistes qui sentirent en lui une force et il devint rédacteur au *Journal d'informations financières* dont le directeur était un publiciste expert, Chavenou.

Depuis ce moment, Albert Thomas mena sa barque avec une suprême habileté. Toujours incrusté dans son parti, montant à la tribune de temps à autre pour montrer ses crocs, il n'a été en réalité que l'agent des conservateurs sociaux. Il a été récompensé de ses services éminents d'abord par un ministère pendant la guerre (on aurait dit que la guerre a été faite pour lui !), ensuite par le fromage le plus gros qui ait jamais été attribué à un politicien, la direction du Bureau international du travail à Genève. Aujourd'hui, Albert Thomas que j'ai vu courant après une pièce de cent sous, est archi millionnaire et possède un beau château dans l'Allier (1929). Il est mort en mai 1932. J'anticipe sur les événements, mais j'ai vidé l'historiette Thomas.

Georges Bonnefous était alors un bien mince personnage de la suite d'Alexandre Ribot. Son réel talent d'avocat était gâché par une infirmité désagréable : il était presque complètement sourd. Mais, doué d'une fortune personnelle, époux d'une femme charmante, solidement installé dans une circonscription de Versailles, il devait devenir l'un des chefs du Parti conservateur et décrocher le portefeuille du commerce dans un cabinet Poincaré, en 1928.

Paul Prudent Painlevé appartient trop à la grande histoire pour que je m'arrête longuement sur lui. Il eut pu demeurer l'un des plus illustres mathématiciens du siècle,

fabriquer aisément de la gloire pure. Il a été l'un des trois ou quatre savants capables de se mesurer dans le monde avec Einstein. Mais, la gloire d'un Poincaré ou d'un Joseph Bertrand lui paraissait insuffisante. Il était fou de popularité. Je l'ai beaucoup pratiqué. Il était en même temps fin comme un renard et naïf comme un petit enfant. Petit, râblé, l'air toujours ahuri avec des yeux de goitreux exophtalmique, il est parvenu à diriger les plus grands services de l'État sans comprendre rien de rien à la politique. Il était à la merci de son entourage. Il a eu deux directeurs de conscience : le premier fut Viollette, le député de Dreux, garçon de second plan, personnage de la franc-maçonnerie qui avait compris de bonne heure que pour réussir dans la vie politique, il fallait singer Fouquier-Tinville, avoir mauvais caractère et faire chanter les imbéciles.

Sans grands moyens intellectuels, Viollette qui a connu toutes les prévarications et qui était un vrai Topaze, a eu l'habileté de réussir en se rendant insupportable. Il s'est fait redouter et au palais de justice et au Palais-Bourbon. Il avait épousé une petite femme assez jolie, mariée à un sous-préfet dont il provoqua le divorce. Elle avait tout ce qu'il fallait pour lui plaire car elle était aussi insupportable que lui. Quand on voyait passer dans les couloirs Viollette avec son visage pâle et son regard d'acier, les députés tremblaient comme autrefois les juifs du ghetto au passage du grand inquisiteur. Tout le monde connaissait les turpitudes du député de Dreux, mais on savait qu'il connaissait aussi les canailleries des autres et il régnait par la terreur.

Gaston Doumergue, ministre des Colonies, eut le courage de lui tenir tête. À ce moment, Viollette, rapporteur du budget des Colonies, s'était fait documenter par tous les fonctionnaires révoqués et par les officiers alcooliques. Son rapport fut un exécration pamphlet dont les étrangers exploitèrent la teneur contre la France. Doumergue repoussa du pied les calomnies de Viollette et la Chambre lui donna aisément raison. Viollette ne reparut sur l'eau qu'au moment du procès Caillaux. Il joua sur le tableau de ce criminel et il gagna. Beaucoup de maladresses commises par Painlevé, au fond très honnête homme, furent dues aux suggestions de Viollette.

Le second inspirateur de Painlevé était un ancien médecin colonial, alcoolique invétéré, le docteur Lemoignic. Comment Lemoignic est-il parvenu à mettre la main d'abord sur Monis et ensuite sur Painlevé, c'est à se demander s'il n'y a pas ici un mystère à la Charlus ! J'ai connu de près Lemoignic quand je fus à la Marine marchande. A midi, il était toujours tellement saoul qu'on ne pouvait plus en extraire une parole. Painlevé a fini par en faire un sénateur de l'Inde !

L'enquête du Nord terminée, je fis des voyages en Meurthe-et-Moselle avec Robert Pinot, Camille Cavallier, de Wendel. Je fus reçu comme un parent ! À Pont-à-Mousson, M. Cavallier donna mon nom à une rue de la cité ouvrière. Ce Cavallier était un des as de l'industrie métallurgique, il a été président de la chambre de commerce de Nancy et c'est lui qui a, l'un des premiers, lancé la métallurgie dans la voie de l'exportation. Il a vendu des tuyaux de fonte jusqu'au Japon où il a battu les Allemands dans des adjudications publiques.

La famille de Wendel a eu l'honneur de maintenir l'industrie française dans l'Alsace germanisée, au milieu de difficultés inouïes, pendant les cinquante années d'occupation. Trois de Wendel ont été députés ensemble pendant et après la guerre.

Robert Pinot a laissé un nom dans l'industrie. Secrétaire et délégué général du comité des forges, il a rendu à notre pays des services immenses.

Lors de mon voyage dans la Loire, je fus reçu par Antoine Arbel, à Rive-de-Gier. Admirable dynastie industrielle que celle des Arbel. Dans les mines du Centre, j'ai pu constater que la situation générale des mineurs était déplorable comparée à celle de leurs camarades du Nord. De mes études sortit mon rapport sur la législation minière qui était considéré avec ferveur par les techniciens des plus réputés. J'en ai fait un volume qui est paru en 1911 chez les éditeurs Dunod et Pinat. Dans un raccourci saisissant j'ai résumé tout le problème minier.

Je constate que, dans une commission où la minorité socialiste était redoutable, j'ai défendu avec vigueur et succès la thèse de l'économie scientifique. J'ai impressionné mes adversaires. Le président Dron qui était socialisant et ne m'aimait guère, après un exposé assez confus fait par le ministère des travaux publics, Charles Dumont et le ministre étant partis, a dit : « *Maintenant, pour y comprendre quelque chose, nous allons donner la parole à Ajam.* » Puis quand j'eus terminé, il ajouta : « *Je me fais l'interprète de la commission pour vous dire que vous avez été le véritable ministre* ». Charles Dumont, dont je crois avoir déjà parlé, n'était plus en odeur de sainteté auprès du Parti radical dont cependant il est toujours demeuré membre. Il avait accepté d'être ministre dans le cabinet Barthou où fut décidé le service de trois ans ; il était considéré comme un tiède. J'ai raconté plus haut ses malheurs conjugaux. Cela ne pouvait avoir aucune influence sur sa situation parlementaire. Il était éloquent, incisif, ardent, paraissait d'abord clair, mais il finissait par se perdre dans les détails. Il était demeuré par trop professeur. Après avoir été ministre des finances, il eut le tort d'accepter la présidence d'une grande société financière : la Société centrale des banques de province qui fut liquidée dans de mauvaises conditions. Je raconterai comment Dumont se conduisit assez mal à mon égard. Cela ne l'a pas empêché de redevenir au Sénat rapporteur général du budget et ministre de la marine. Pierre Baudin eut aussi ce fâcheux destin de faire sombrer une banque place Vendôme. Paul Doumergue faillit avoir le même sort avec le Crédit général français. Il s'en est tiré à temps.

Mon rapport sur les mines me demanda un travail d'une année. Je renonçais à la plus grande partie de mes vacances parlementaires de 1911. Après avoir été inondé en 1910, Paris fut grillé en 1911. La chaleur était si forte que je travaillais à mon rapport la nuit et tout nu. Mon rapport eut le succès attendu. Il foudroya les projets socialistes, on n'entendit plus jamais parler de propositions gouvernementales. Les grands patrons me portèrent aux nues. Peyerinhoff disait que je lui avais sauvé un milliard. Plus tard, quand j'eus succombé à leur service, ils me jetaient dans la rue comme un vieux citron pressé. Ils me devaient des conseils d'administration. Ils ne voulurent rien faire pour moi, sinon prendre trois abonnements à mon journal les Échos, ce qui m'a rapporté un profit de quatre-vingt-dix francs !

J'ai commencé à comprendre à 68 ans que, pour tirer quelque chose du patronat français, il fallait d'abord lui faire peur. Cela justifie les maîtres-chanteurs !

Voyage en Algérie

À la rentrée des vacances parlementaires de 1911, et d'accord avec M. Ernest Billiet, j'avais créé un groupe parlementaire qui correspondait à l'union des intérêts économiques fondée 16, place de la Madeleine, par Paul Forsans, président du syndicat national des vins, le baron Cerise, président du comité des assurances et d'autres industriels. Ce groupement était dénommé « Groupe républicain des intérêts économiques ». J'en étais l'âme.

Il convient de rappeler que, vers cette époque, une décision de la chambre avait transformé de fond en comble le mode d'élection des commissions. Ce fut une révolution qui eut la plus funeste influence sur le régime parlementaire et qui réduisit presque à rien les pouvoirs ministériels. On obligea les groupes à se cloisonner et à désigner chacun un nombre de commissions proportionné à son nombre d'adhérents. C'était amorcer le système de la représentation proportionnelle. Les socialistes et Jaurès furent responsables de ce nouvel état de choses, car le parti collectiviste qui s'était unifié était remarquable par sa discipline. Tout socialiste qui n'avait pas voté conformément à la volonté de la majorité du parti en était immédiatement exclu. C'était un retour à la formule jacobine : les militants des comités gouvernant le parti parlementaire et ce dernier exécutant les ordres de la foule. On verra plus tard jusqu'où le système nous conduira !

Le groupement économique que j'avais contribué à créer permettait d'échapper un peu au cloisonnement en réunissant les députés dans un sur-groupe où plusieurs partis pouvaient se rencontrer. C'est ainsi que je fus chargé d'étudier la question de l'Ouenza, mine de fer récemment découverte en Algérie et qui avait donné lieu à des scandales, à raison des appétits qui avaient été soulevés au cours de cette découverte. Je dirai peu de choses ce voyage, puisque j'en ai fait un petit volume sous ce titre : *Problèmes algériens*. La question a d'ailleurs, depuis la guerre, perdu tout intérêt.

Je partis avec ma femme et mon secrétaire Pierre Dassier vers le milieu de décembre 1911. Ce Pierre Dassier était alors rédacteur au ministère de l'intérieur. Il avait débuté comme commis des douanes en Indochine et avait dû revenir en France par suite de son mauvais état de santé. Comme la plupart des employés de ce ministère, il n'avait pas grand-chose à faire et il était venu à *La France* où Putz en avait fait un secrétaire de la rédaction. C'était un petit homme, sec, futé, courtois, travailleur infatigable. Il servait de secrétaire particulier en même temps au docteur Julia et à moi. Je conçus pour lui une grande affection. Malheureusement, il avait épousé une femme d'un caractère exécrationnel et, comme ma femme ne pouvait la supporter, comme d'autre part Dassier était l'esclave de la sienne, cela finit par nous séparer presque complètement ! Je l'ai beaucoup aidé dans sa carrière et il occupe encore aujourd'hui (novembre 1929) un poste élevé et de tout repos au ministère des finances.

Pour être plus sûr de m'accompagner en Algérie, Dassier envoya sa mégère chez ses parents, et il voyagea seul avec nous. Il me fut d'ailleurs d'une grande utilité. Cette découverte de l'Algérie fut, pour nous trois, un événement paradisiaque. Nous fûmes reçus à

bras ouverts par Charles Lutaud et sa gracieuse femme, logés au palais du gouvernement et ma mission fut officiellement favorisée et encouragée. Je fis presque toute l'Algérie en automobile, traversai la Kabylie, fut reçu comme un personnage à Fort-National, à Bougie, à Bône, à Djijelli, à Constantine, à Biskra. Le préfet de Constantine, Seigneuret, me conduisit lui-même jusqu'au sommet de l'Ouenza avec une escorte d'arabes. A Biskra, je fus l'hôte du fameux Bach-Aga, Ben Gannat.

C'est à Constantine que je fis la connaissance de Morinaud qui avait été député nationaliste et antisémite de l'Algérie au temps des troubles. Il s'était fort calmé, était devenu maire de Constantine et préparait sagement une rentrée certaine au parlement. C'était un très bel homme, grand parleur, très avantageux. Il ne manquait pas d'esprit, mais il était coté pour le grand cocu de l'Algérie. Ses cornes n'étaient dépassées que par celle du préfet Seigneuret, brave Tourangeau dont la femme fit cinq cents farces et qui finit par divorcer à la suite d'un procès scandaleux.

Morinaud avait épousé une jolie blonde qui était la merveille de la colonie et qui, dotée d'un mari beau garçon, semblait inaccessible. Un beau jour, arriva à Constantine un jeune officier de hussards que de bruyants adultères avaient fait exiler d'Alger. Il rencontra Madame Morinaud dans une réunion mondaine et, le soir au cercle, il paria 1000 francs avec un de ses amis qu'elle serait sa maîtresse avant un mois.

Comment s'y prit-t-il ? Nul n'en sut rien. Mais, le 28^e jour, Madame Morinaud s'enfuyait avec lui et le beau Morinaud était proclamé cocu magnifique. Cela lui porta bonheur car, moins de deux ans après, s'étant réconcilié avec Thomson, il faisait une brillante rentrée à la chambre des députés.

Je revins en France vers le milieu de janvier et je repris mes travaux parlementaires avec un prestige accru. Cette année 1912 fut excellente pour moi. Je mariaï ma fille au mois de juillet. Tout semblait devoir me réussir car, à la même époque, je plaçais mon fils avantageusement chez mon ami Jean Lévy.

Intrigues d'avant-guerre

A mesure que s'allonge cette confession, elle prend une importance plus grande en ce qui touche la petite histoire de notre pays. À partir de ce moment, je touche de plus près les personnages qui dirigent la politique française. Presque constamment membre de la commission du budget, école des ministres, je suis au centre des intrigues parlementaires. J'appartiens sans trop m'en rendre compte à la catégorie des ministrables. Pour parler franc, je me juge mal ou plutôt je me juge trop bien. Je me considère comme un Français moyen. Je n'ai pas l'idée de monter plus haut. Au fond, je suis un timide, je me juge indigne des hautes fonctions. Sans mon entourage, je n'aurais aucune espèce d'ambition. Mais la petite phalange qui m'entoure en a pour moi. Le journal *La France* dont je suis le rédacteur en chef et où j'écris mon article journalier ne tire guère qu'à six mille exemplaires. Mais c'est un de ces journaux confidentiels qui ont une action dans les milieux parlementaires. Putz, mon administrateur, mon collaborateur le Docteur Édouard Julia, mes secrétaires Pierre Dassier et Paul Puisard n'admettent pas ma modestie. Mes amis s'agitent pour moi. Ils en veulent à

Caillaux de ce qu'il cherche à étouffer ma carrière. Si l'échelle des notes est la même que dans notre vieux lycée, je me donne 13 ; mes amis poussent jusqu'à 18. J'ai trop conscience de ce qui me manque. Et puis, l'arrondissement, le département me tiennent. Tous les dimanches et parfois deux jours par semaine, je suis à la disposition des électeurs. C'est ce qui fait ma popularité. Mon bureau du Mans est parfaitement organisé, c'est mon gendre qui en est le chef très actif. Il se double de quelque petit fonctionnaire qui fait le courrier. La préfecture et la sous-préfecture de Saint-Calais sont à mes ordres : je suis si bien assis dans ma circonscription qu'on l'appelle « mon fief ». Ma politique mesurée convient à l'esprit d'une population sage. J'ai peu d'ennemis, même dans le Parti conservateur. À la Chambre, on considère ma situation comme étant de tout repos.

À chaque changement de ministère, Julia s'agite. On parle de moi tantôt à Briand, tantôt à Poincaré. Poincaré répond sèchement : « *Je ne puis prendre avec moi l'éminence grise de Joseph Caillaux !* ». Briand, plus diplomate, me passe le bras sous le mien et me dit : « *Mon pauvre Ajam, vous n'êtes qu'une lune dans un département où il y a un soleil !* ». Le jeu demeure le même. Caillaux me fait écarter, par jalousie, des combinaisons où il domine et ses adversaires m'écartent de leurs combinaisons parce que j'ai l'air d'être l'homme-lige de Caillaux.

Malgré l'émiettement des partis - cet émiettement que redoutait tellement Waldeck-Rousseau - il n'y a guère au Parlement que deux grands groupes : un groupe à tendance conservatrice et nationaliste, dans lequel émergent Poincaré, Briand, Barthou, Léon Bérard etc... ; un groupe dominé par l'influence socialiste de Jaurès, cette influence s'étendant sur la majorité des radicaux-socialistes donc Camille Pelletan est le pontife. Le Parti socialiste s'est unifié et sa discipline en impose aux radicaux de la rue de Valois aussi bien qu'aux républicains socialistes de l'obédience Augagneur, Viollette, Paul-Boncour.

Quel type curieux que ce Joseph Paul-Boncour ! Il est issu d'une famille ultraroyaliste catholique du Loir-et-Cher. Il a été enfant de chœur (ah ! le joli petit Saint-Jean qu'il faisait aux processions de la Fête-Dieu !) dans la paroisse de Saint-Aignan. Puis, il a été le meilleur élève du petit séminaire de Pont-Levoy. À 18 ans, il avait la prestance d'un joli petit abbé de cour au 18e siècle. Plus tard, il se fera la tête de Robespierre, Robespierre pour salons mondains. Le voici avocat à la cour de Paris, secrétaire de la conférence. Waldeck-Rousseau l'attache à sa personne. Il devient républicain opportuniste. Il collabore avec le grand patron pour la confection de la loi sur les syndicats ouvriers. Il voit dans le syndicalisme une doctrine utilisable en politique. Rapidement, il a compris que l'avenir est à gauche, encore plus à gauche. Waldeck-Rousseau disparu, il deviendra la doublure de ce paresseux de Viviani dont il dirigera le cabinet quand ce dernier parviendra au poste de premier ministre du Travail. Sous l'étiquette socialiste, il sera élu député de la deuxième circonscription de Blois, mais il trouvera dans ce département modéré un adversaire terrible, un Sarthois, imprimeur et journaliste à Blois, Léon Reffray. Reffray a débuté au Mans comme rédacteur à *L'Avenir de la Sarthe*. C'est un modeste, un laborieux, mais il est doué d'un admirable talent de journaliste. Il est clair, il a de l'esprit de suite, et de l'esprit tout court. Il prend en chasse J.P. Boncour, le harcèle, le met chaque jour en présence de son passé clérical, démontre que le poulain de Waldeck n'est qu'un arriviste sans scrupules. Il aura finalement la peau de Boncour qu'il fera

battre par un petit médecin campagnard, le docteur Legros, un brave entomologiste qu'une biographie de son maître J.H. Fabre a rendu notoire dans les milieux scientifiques.

La carrière de Boncour va se trouver accrochée. Pourtant, il est devenu riche. Il a épousé une nièce du grand chocolatier Gaston Menier. Comme il est atteint de la papillonne, il finit par divorcer. Il hésite entre le radicalisme et le collectivisme. Léon Blum, qui lui aussi se prépare à devenir un leader du Parti socialiste, l'attire à lui et voilà Robespierrot (c'est le nom qu'on lui donne) embauché parmi ceux qu'on dénomme déjà les SFIO (section française de l'internationale ouvrière). Nous retrouvons Paul-Boncour après la guerre. Revenons à nos intrigues parlementaires.

Petit à petit, Caillaux s'est infiltré dans le parti radical socialiste. Il y était entré en disant : « *Allons rue de Valois ; il n'y a là qu'un troupeau d'imbéciles qui attendent un chef* ». Je crois avoir pénétré profondément la psychologie de Caillaux. Son père lui a donné des sages conseils et l'a averti que le parti conservateur ne le mènerait à rien. Quand il sortit de Stanislas, il lâcha les jésuites qui croyaient l'avoir enrégimenté dans leur élite. Fils d'un ministre, il voulait être ministre. L'inspection des finances n'était pour lui qu'une marche dans l'escalier. Intelligent, il l'était au plus haut degré, mais dès sa jeunesse, il y eut des fissures dans sa cervelle. J'ai toujours considéré cet homme comme un demi-fou, comme un dégénéré supérieur. Sa vanité était malade et, comme il avait de l'inégalité pupillaire, beaucoup de médecins l'ont cru syphilitique et paralytique général. Son caractère se résumait surtout en du mauvais caractère. Son orgueil fut toujours infernal. Il a toujours envisagé le reste de l'humanité avec un souverain mépris. Les femmes ont cependant eu une grande action sur lui. Et, comme il arrive à des premiers sujets, il a souvent été la dupe de son entourage.

Il avait voué à des parlementaires de rang supérieur une haine vivace. Il a toujours profondément détesté Poincaré, Briand et Barthou. Par contre, il a été quelque temps attaché à Clemenceau qui l'avait choisi comme ministre des finances. Cette amitié n'a pas duré longtemps. En 1912, il me disait gravement qu'il avait la preuve que Clemenceau était stipendié par l'Angleterre et qu'il avait en portefeuille des photographies de quittances révélatrices.

Je ne veux noter ici que des impressions personnelles. On trouvera dans les journaux officiels la preuve de la haine terrible qui divisait les personnages du parti républicain. Je n'écrirai ici qu'un mot de l'affaire Rochette. Il est incontestable que Rochette a subventionné plus ou moins directement Caillaux. Les débats de la tribune ont établi que Monis et Caillaux ont cherché à influencer la justice criminelle en faveur de Rochette et que ce dernier a dû à leur intervention la prescription de certains délits. Le fameux Alphonse Lenoir était le distributeur de Caillaux et je suis convaincu qu'au point de vue financier, Caillaux n'a jamais eu les mains nettes. Caillaux a laissé, dans le monde entier, une réputation si bien établie d'avarice sordide qu'on peut sans hésiter lui appliquer le fameux distique de Racine : « *Il eut du buvetier emporté les serviettes plutôt que de rentrer au logis les mains nettes !* ».

La haine entre les hommes politiques était si aiguë qu'elle allait jusqu'à la diffamation. Caillaux racontait qu'étant en voyage à Rome, il avait rencontré dans un musée Poincaré avec

la grue qu'il devait épouser plus tard. Il prétendait que M^{me} Poincaré avait fait le trottoir sur la Canebière. Quant à Poincaré, il ne dédaignait pas de sourire quand il parlait des incartades conjugales de M^{me} Caillaux et de ses origines boueuses. Sous la Révolution, ces gens-là se seraient fait guillotiner réciproquement. Pour être vrai, j'écrirai que la haine de Poincaré était justifiée. Caillaux n'a jamais connu que ses intérêts et son ambition personnelle. Il voulait le pouvoir, *ad augusta per angusta*. Tous les procédés et tous les hommes lui étaient bons. Il y a toujours eu dans son cas de la folie. L'homme qui pissait dans la cheminée en présence de personnages de marque, qui cassait sa baignoire à coups de pied quand l'eau était trop chaude, qui recevait ses invités avec un ouistiti sur l'épaule, qui oubliait d'être chez lui le jour où il avait invité l'ambassadeur d'Angleterre et qui faisait des conférences à son chien Ali sur la route de Mamers à Alençon, n'était pas un normal.

Malheureusement, notre pays a souffert de ces querelles. Caillaux était nourri d'un antimilitarisme qu'il avait puisé dans *Les histoires contemporaines* d'Anatole France. Aucun général ne trouvait grâce devant ses yeux. Pendant longtemps, il avait plaisanté d'Estournelles de Constant sur son pacifisme excessif, mais il avait fini par trouver que les thèses les plus démagogiques étaient bonnes au point de vue électoral. Si Le Chevalier avait vécu, les choses auraient été autres, car Caillaux était influençable.

Pendant les tristes années qui ont suivi 1911, le Parti radical a cessé d'être jacobin patriote comme Clemenceau. Il a fait de la surenchère socialiste. Les instituteurs aidant, peut s'en est fallu que l'esprit militaire ne disparut en France. Si les Allemands avaient attendu dix ans de plus, ils nous avaient. Jaurès aurait tué en nous ce qui restait de ressort. Caillaux et ses amis s'aplatissaient devant Jaurès. Le Parti collectiviste et le Parti radical se disputaient à coups de surenchère. C'est ainsi qu'on avait supprimé le service de trois ans. Poincaré, Briand, Barthou et les droitiers, sentant la menace allemande, rétablirent la durée obligatoire. Ce fut le motif d'une lutte sauvage entre les deux partis.

À vrai dire, la grande majorité des Français ne faisait pas preuve de déraison en niant la possibilité d'une guerre. La puissance de l'Allemagne, sa prospérité était telle qu'on ne pouvait croire à la crise de folie collective qui a tout emporté. Je crois que l'Empereur ne tenait pas à la guerre, mais son fils et l'Etat-major la désiraient fraîche et joyeuse. Ma qualité de père de famille m'obligeait à me préoccuper de cette situation qui souvent m'empêcha de dormir.

Je fis à cette époque la connaissance de Lucien Coquet qui avait constitué un comité franco-allemand dans le genre du comité franco-italien que Jules Simon avait jadis créé au moment d'une forte tension entre la France et l'Italie. Il y avait du côté français des personnalités remarquables, l'ambassadeur René Millet, Gaston Menier, James Hennessy. J'acceptai la présidence de cette association et, en septembre 1913, Stephen Pichon, alors ministre des affaires étrangères, me confia une mission officieuse, celle d'aller visiter les syndicats de vins en gros de l'Allemagne du Nord, à l'effet de mettre fin à des tracasseries douanières dont étaient victimes nos exportateurs du Bordelais et de la Champagne. Je fis un voyage fort intéressant à Cologne, à Berlin, à Hambourg, à Nuremberg et à Francfort sur le Rhin. J'ai consigné mes observations dans un petit volume publié à la librairie académique

Perrin. Sous une apparence optimiste, ce volume, qui fut traduit en allemand, dissimulait des craintes que l'avenir justifia trop.

L'aventure ministérielle

Dès la rentrée d'octobre 1913, les hostilités reprirent entre les deux partis qui se partageaient la fructueuse exploitation de la République. Barthou était président du Conseil, Chéron ministre du Travail, Charles Dumont, ministre des Finances. Caillaux se garda bien d'engager le fer sur la question des trois ans qui était délicate et sur laquelle tous les radicaux n'étaient pas d'accord. Il fit tomber le ministère sur une question secondaire, celle du privilège fiscal des rentiers sur l'Etat. Le président de la République, Poincaré, appela Gaston Doumergue à constituer le nouveau ministère. Ce que voulaient les radicaux, c'était surtout préparer les élections d'avril 1914. Caillaux voulait les Finances, mais il entendait tout diriger et il fit désigner comme ministre de l'Intérieur un brave homme sans défense, Bienvenu-Martin.

J'ai raconté dans mes notes comment fut constitué ce ministère, mais, pour la clarté, je vais résumer l'histoire. Doumergue, qui m'aimait beaucoup, me destinait le portefeuille du Commerce. Mais Caillaux hurla qu'il ne voulait de moi à aucun prix. C'était sa formule habituelle : « *Pas deux ministres dans la Sarthe* ». En la circonstance, le docteur Breteau se montra amical. Il est vrai que ce n'était pas de sa part très désintéressé ! Il vint spontanément à Paris trouver Caillaux et lui démontra que, si je n'entrais pas dans les combinaisons, cela ferait mauvais effet dans le département. Caillaux prit peur et il téléphona à Doumergue qu'il consentait à ce qu'on me donnât un sous-secrétariat. C'est alors que la Marine marchande me fut offerte. Je remplaçais de Monzie pour lequel ce sous-secrétariat avait été spécialement créé.

Je pense avoir déjà, soit dans ces mémoires, soit dans mes notes, esquissé cette figure étrange et attachante de notre époque troublée. Laid comme Marat et pied-bot comme Talleyrand, cet enfant du Lot a été, comme tant d'autres farouches démocrates, élevé par les pères jésuites. Il a été, dès son enfance, un prodige. Orné d'autant de dons d'intelligence qu'il était pourvu de peu d'attraits physiques, de Monzie était semblable à ce héros de Balzac, M. de Sérizy qui, sous un masque eczémateux, était doué d'un tempérament excessif.

Dès sa prime jeunesse, Anatole de Monzie, qui ne se faisait aucune illusion sur son genre de beauté et qui en souffrait horriblement, s'est dit : « *Eh bien ! J'aurai quand même de jolies femmes !* ». Après quelques succès au barreau, il devint le collaborateur de son quasi compatriote Chaumié porté par les circonstances, vers 1902, au ministère de l'Instruction publique. C'est là qu'il rencontra d'Ardenne de Tizac qui allait devenir l'amant de la jolie femme de Gustave Téry. Ce cabinet Chaumié fut une des plus drôles pétaudières de la III^e République. Sitôt que de Monzie eut conquis une espèce de notoriété et la certitude de réussir en politique, il lâcha assez violemment son vieux patron qui mourut dans l'oubli après avoir toutefois fondé la dynastie des Chaumié comme Chautemps fonda la dynastie des Chautemps.

Pour se faire un tremplin, de Monzie trouva le moyen d'épouser une femme laide et sottise qui rongea la vanité. Elle était fille du directeur de cette firme industrielle connue sous le nom de Ripolin et je ne l'ai jamais entendue appeler que Mademoiselle Ripolin. Ce mariage apportait à de Monzie la richesse. Il disait de lui-même qu'il était un homme « hors-série ». Il a toujours agi dans la vie avec un cynisme auprès duquel celui de Caillaux était de l'enfantillage. Comme il avait l'esprit mordant, il était extrêmement redouté et, sous ce rapport, on peut le comparer à Clemenceau. Il écrivait bien, avec un style un peu tourmenté et qui visait à l'avant-garde. Tous les amours lui étaient bons ; c'était un baron Hulot sans grâce. Il traînait son pied-bot dans toutes les ruelles. Comme avocat d'affaires, il a connu un succès énorme. Il ne s'est jamais inquiété de la valeur d'un dossier ; il recherchait de préférence l'affaire difficile et scandaleuse. Il a toujours eu le plus profond mépris pour l'humanité.

Je ne sais pas si les réflexions qui vont suivre sont bien nouvelles. Elles sont chez moi le résultat d'une expérience qui m'a coûté cher. Dans une société comme la nôtre, si l'on veut je ne dis pas être heureux, mais avoir le moins d'ennemis possibles, il faut se mettre du côté des crapules, des gens sans conscience et sans moralité. Dans ce monde-là, on se soutient. Quand un magistrat dit d'un criminel qu'il aurait vécu plus heureusement, plus fructueusement par des moyens honnêtes, il se trompe. Les honnêtes gens sont ennuyeux ; ils sont orgueilleux et ont presque toujours mauvais caractère. Le puritain est désagréable, peu bienveillant, constipé.

Je ne dis pas qu'un pauvre diable n'augmentera pas ses misères sociales en devenant malhonnête. Mais, sitôt qu'on est parvenu à un bon degré de l'échelle sociale, les vices ne comptent plus. On trouve toujours un parapluie pour se protéger. Des types comme de Monzie, comme Caillaux, comme Barthou et tant d'autres se sont toujours moqués de l'opinion publique et la vie leur a donné raison.

De Monzie a tripoté partout, même avec les soviets. Il a gagné malhonnêtement deux ou trois millions par an qu'il a dépensés en orgie. Au demeurant, il a fini par devenir un homme honoré, indispensable. Il y a des combinaisons ministérielles dans lesquelles on lui offrait au choix quatre portefeuilles ! Je m'arrête parce qu'on pourrait croire à un épanchement de bile. Non ! C'est une constatation d'ordre scientifique. De Monzie a toujours été en bons termes avec moi.

—

Me voici installé à mon ministère, 120 bis boulevard Montparnasse. Je n'ai pas été grisé par ma nouvelle fonction, mais je m'y suis complu. J'étais entouré de collaborateurs aimables et intelligents : Camille Girault, Congardel, Pierre Dassier, Paul Pinsard, Pierre Gillet.

Mon originalité a consisté en ceci que j'ai habilement conservé presque tout l'ancien cabinet de de Monzie. Ce dernier en a été touché et il lui a été difficile de se mettre en bataille contre moi. Il avait fait pas mal de sottises que j'ai couvertes. Ainsi, sans prévenir son gouvernement, il avait cru faire un coup de maître en prenant subrepticement possession d'une île contestée en face le canal de Panama, dans le Pacifique. Il avait envoyé là-bas un

jeune Polonais fort intelligent, le général Stefanik qui était le fiancé d'une fille du sénateur Chautemps et qui a joué un grand rôle pendant la guerre. Au premier abord, l'idée était géniale car la France aurait eu une station navale et radiophonique dans une position stratégique. Mais le raisonnement était enfantin à raison des visées américaines et de la doctrine de Monroe. L'île appartenait géographiquement à la République de l'Équateur et au premier froncement de sourcils de l'ambassadeur des États-Unis, il fallut honteusement déguerpir. J'aurais pu monter cette sottise en épingle, je mis tout sous le boisseau.

Il y eut aussi l'affaire de la Sud-Atlantique que de Monzie avait d'abord encouragée. Il s'agissait de renflouer la malheureuse compagnie française qui avait organisé de Bordeaux nos services vers l'Amérique du Sud. L'opération avait exigé certains sacrifices de l'État. Si de Monzie était demeuré ministre, il se serait fait une gloire de cette résurrection. Dégommé, il chercha des difficultés au nouveau ministère, mais il n'osa pas m'attaquer en face. Au lieu de me déclarer la guerre, il se contenta de coups d'épingle sans importance.

De Monzie avait fait de la démagogie maritime ; il voulait se rendre populaire auprès des inscrits et le fameux agitateur Rivelli avait ses grandes et petites entrées au ministère. L'agent de liaison entre les marins et de Monzie était un certain Pierre Audibert, journaliste madré, que mon prédécesseur me jeta dans les jambes. Audibert s'efforça surtout de faire chanter les compagnies maritimes et les pilotes de Cherbourg (ces derniers gagnaient d'ailleurs beaucoup trop d'argent). Un poste de pilote qui aurait dû rapporter de 3 à 4000 francs, rapportait plus de cent mille francs, par une suite d'abus ! Je crois d'ailleurs qu'à l'heure présente (1929) le scandale continue.

Cet Audibert qui a longtemps tripoté à Paris et à Marseille a fini par sombrer (est-ce bien définitif ?) dans l'affaire de *La Gazette du Franc* et de la mère Hanau dont il était le gigolo. De Monzie a trouvé, comme toujours, le moyen de passer entre les mailles du fameux filet qui ne retient que les petits. Filet magique digne du tapis des mille et une nuits !

L'affaire de la Sud-Atlantique, qui fut montée comme une machine de guerre contre le ministère Doumergue, tourna en eau de boudin, malgré le travail d'un député de Saint-Malo nommé Charles Guernier, bon garçon, bouffi d'orgueil et de suffisance et dont je raconterai plus tard les déboires. Une interpellation développée par un obscur comparse, Auguste Lacour, député d'Avignon fit long feu et la chambre m'accorda sa confiance à une forte majorité (février 1914).

—

J'avais pris mes fonctions au sérieux. Tous les matins, j'étais à mes bureaux avant neuf heures. Mais j'étais un chef bienveillant et juste, je n'avais que des amis. Je puis dire qu'on m'a longtemps regretté à la Marine marchande et j'aurais fait un excellent ministre si l'on m'avait laissé mon poste durant la guerre. Ici mon aventure se mêle avec la douloureuse histoire de mon pays.

Le drame Caillaux

Le mardi 17 mars 1914, comme je me mettais à table pour dîner avec ma femme et mon fils, vers sept heures du soir, Pierre Dassier, mon secrétaire, se fit annoncer et entra comme un tourbillon chez moi en s'écriant : « *Patron, Madame Joseph Caillaux vient d'assassiner Calmette !* ». Je jetai ma serviette et répondis brutalement à Dassier : « *Mon vieux, nous sommes tous foutus !* ». Cet événement tragique était l'aboutissement de l'abominable conflit qui séparait les deux partis républicains. Poincaré, Briand et Barthou en avait gros sur le cœur. Poincaré était retenu par sa grandeur au rivage. Mais Briand, Barthou et surtout le petit juif Klotz continuaient sourdement une campagne personnelle contre Caillaux qui prêtait le flanc aux attaques plus que tout autre ministre. À la vérité, les Français nationaux étaient outrés de voir que Caillaux s'était fait l'agent de l'Allemagne contre l'Angleterre. Je n'irai pas jusqu'à dire que, dans le clan Poincaré, on s'attendait à la guerre. Non ! On était seulement troublé par des rapports pessimistes de M. Jules Cambon, notre ambassadeur à Berlin. Mais personne ne croyait à l'imminence d'un conflit. Caillaux s'était fait un piédestal de ses maladresses d'Agadir et ne perdait aucune occasion de dire : « *J'ai évité la guerre avec l'Allemagne !* », ce qui contribuait à corser sa popularité.

Cette outrecuidance avait le don d'horripiler ceux qui déjà s'intitulaient républicains nationaux. Henry Chéron, qui était au Parlement l'agent de Poincaré, et Klotz, formaient, avec le patronage de Briand, une ligne dite : « *fédération des gauches* » en vue des élections de mai 1914. En réalité, cette fédération faisait appel à la droite et constituait l'embryon de ce qui devait plus tard devenir le Bloc national. C'est ainsi qu'il faut expliquer le choix d'un journal de droite, *Le Figaro*, pour organiser une campagne contre Caillaux. Avec sa légèreté habituelle, Klotz excita Calmette en lui promettant une documentation complète et il le fit partir sur des histoires où le raconter se mêlait au réel. Caillaux était un triste sire et on avait raison de le précipiter du piédestal où il installait sa statue. On avait raison de lui reprocher ses enfantillages et ses maladresses tant dans l'affaire d'Agadir que dans l'affaire Rochette, mais il était absurde de l'accuser d'avoir touché de l'argent de Guillaume II ! Au fond, cette campagne, par son exagération même, servait des intérêts du chef du parti radical.

Elle énervait cependant Caillaux et son entourage. M^{me} Caillaux seconde était beaucoup moins intelligente que M^{me} Caillaux première. Très orgueilleuse, elle souffrait de voir son mari atteint dans son prestige. Elle savait tout ce qu'on pouvait dire de son propre passé et elle vivait dans l'inquiétude de certaines révélations. Tous ceux qui ont connu Calmette savent qu'il était beaucoup trop gentleman pour mettre une femme en cause. Mais, on se doutait que Madame de Gueydan, la première femme, possédait des lettres assez ennuyeuses pour Caillaux et, entre femmes, les haines sont plus ardentes qu'entre hommes. Ce qui rendait Madame Caillaux encore plus ombrageuse, c'était la présence presque continuelle de celui qui fut le mauvais génie du ménage, Pascal Ceccaldi. J'ai dit plus haut quelle était la triste mentalité de Pascal Ceccaldi. Ancien secrétaire d'Henry Maret, il s'était fait nommer sous-préfet de Vervins en menaçant son patron de lui loger cinq balles de revolver dans le ventre, la sixième étant réservée pour lui ! Il était d'ailleurs capable de le faire !

Ceccaldi excitait chaque jour Madame Caillaux en lui disant : « *Ce sera votre tour demain, on va fouiller dans votre vie privée. Rien ne pourra empêcher Calmette d'écrire sauf la mort. Rappelez-vous Madame Paumier qui a tué le journaliste par lequel elle avait été insultée. Cela ne l'a pas empêché de devenir la Marquise de Dion !* ». Affolée, Henriette Caillaux alla consulter le grand ami de la maison, le président Monnier. Ce dernier fut très imprudent. Bien entendu, il n'engagea pas M^{me} Caillaux au crime, mais il lui répondit : « *En France, la diffamation n'est pas punie. Toute poursuite se retourne contre le diffamé et les avocats multiplient les répercussions de la calomnie !* ». Au fond, c'était exact, mais il ne fallait pas le dire à une femme inintelligente et à moitié folle.

Le 17 mars, à 5 heures du soir, Madame Caillaux mit un Browning (qu'elle avait acheté et essayé chez Gastinne-Rennette) dans son manchon et, froidement, elle tua Calmette. Il suffit de se reporter aux gazettes de l'époque pour se rendre compte de l'effet produit par ce drame incroyable.

Caillaux donna sa démission ; il pensait que je devais suivre son exemple, mais je n'en voyais pas la nécessité. Certains amis de Caillaux furent odieux. Viollette envoya à Madame Caillaux un télégramme de félicitations. André Hesse vint offrir ses services. C'était une bonne réclame pour un avocat. Mais le choix de Caillaux se porta sur Labori. On trouvera dans un petit chef-d'œuvre de René Benjamin *Le Palais* une étude sur Labori étonnante de vérité et d'esprit. Il le baptise Atlas et, de fait, Labori était une force de la nature. Je l'avais connu à la conférence Pothier qu'il présidait avec une jeune autorité. Il était doué d'un gueuloir infernal. Et il avait un estomac ! Nous avons plaidé ensemble une affaire d'expropriation à Rouen. Nous avons déjeuné à l'hôtel de la Poste. Il a dévoré un rumsteck de deux livres en buvant deux bouteilles de Bourgogne. Il avait mangé des hors-d'œuvre en quantité, un plat de poisson et deux andouillettes. Il fut longtemps le seul avocat en France à pouvoir supporter huit jours d'audience et plaider sans fatiguer durant cinq heures d'horloge. Depuis, nous avons de Moro-Giafferi et Torrès ; mais c'était de la petite bière ! Labori a été vraiment le Jaurès du Palais de justice. Il avait épousé la femme d'un pianiste célèbre, une divorcée, M^{me} de Pachmann, qui avait deux enfants et était demeurée sans fortune. Il recevait beaucoup car c'était un bourreau d'argent. Il avait acheté près de Fontainebleau une très belle propriété où il donnait d'étonnantes garden-parties. Tout le barreau de Paris y était convié.

Labori trouva un rude adversaire dans la personne de Chenu qui était un avocat beaucoup plus complet que lui mais qui n'avait pas la vulgarité indispensable à la conquête d'un jury. Tout fut mis en œuvre pour amener l'acquiescement de Madame Caillaux dont l'inconscience demeura complète avant, pendant et après. En littérature, je connais deux excellents comptes rendus de cette célèbre affaire : *Une femme a tué* de Binet-Valmer et *Le Palais* par René Benjamin.

Après le crime

L'acte odieux commis par Madame Caillaux eut, pour ma carrière, les plus tristes répercussions, mais elles ne furent pas immédiates. Toutes les femmes honnêtes de notre entourage et la mienne particulièrement eurent horreur de ce bain de sang et se promirent de

ne jamais recevoir Madame Caillaux. Tant qu'elle fut en prison, ce fut parfait. Nous verrons les difficultés commencer lorsqu'elle sera libérée.

Caillaux n'avait qu'une attitude à prendre. Il n'était plus amoureux de sa femme et s'il avait pu la plaquer, il l'eut fait avec grand plaisir, mais, devant l'opinion, il ne pouvait abandonner une femme qui avait tué pour lui. Il se fit donc immédiatement son avocat. Les élections d'avril 1914 approchaient. Il se fit un grand tohu-bohu dans la Sarthe. Au Mans, l'assassinat avait produit un effet déplorable. Georges Bouttié qui avait du flair mais qui était fatigué, refusa de solliciter le renouvellement de son mandat. Il eut pourtant été le seul capable de tenir le drapeau. Les radicaux choisirent comme candidat l'homme le plus impopulaire du Mans, René Pellier, le fabricant de conserves, réputé pour son avarice sordide. D'Aubigny vit le terrain solide, il abandonna La Flèche où il n'avait aucune chance et vint remporter au chef-lieu une victoire pas trop facile mais certaine.

À Saint-Calais, j'avais pour moi d'être encore muni d'un portefeuille. Mais vis-à-vis des électeurs, ce n'est pas toujours un argument suffisant. Quand leurs députés boivent un verre de vin, ils ne sont pas ivres. Ils aiment bien mieux un bon bougre vivant au milieu d'eux et faisant leurs commissions qu'un brillant personnage cloué à Paris !

Poincaré, Bartjou, Klotz, Henry Chéron, fondateurs de la Fédération des gauches, avaient préparé un assaut passionné contre les caillautistes. Les fonds ne leur manquaient pas. Ils croyaient avoir la peau de Caillaux à Mamers et, par répercussion, la mienne à Saint-Calais. Louis d'Aillères avait si souvent frisé la victoire qu'il avait repris des espérances. On chercha cependant, à droite, un candidat dérivatif et le choix tomba sur le sieur Jean Piot, un normalien intelligent qui plus tard devait devenir avec Gustave Théry, un des leaders du journal *L'Œuvre* (caillautiste très avancé).

Caillaux paya d'audace. Loin de chercher à excuser sa femme et à dissimuler ce que son crime avait d'horrible, il s'en fit une publicité. Je l'ai entendu parler avec des accents qui semblaient venir du cœur. Ah ! Quel comédien ! Il passait son temps à s'injurier avec sa femme qui au fond le détestait et qui n'avait poursuivi dans cette affaire que le maintien d'une situation prédominante. Il se fit tout sensibilité. Il déclama, la main sur le cœur : *« Ah ! Mes amis, je ne vous ai jamais présenté que des arguments d'ordre politique, je n'ai défendu que vos intérêts. Je vous ai donné l'impôt progressif qui déplait aux riches. Ce sont ces banquiers, ces industriels aristocrates qui m'ont persécuté pour se venger. Ma pauvre femme qui m'aime en a perdu la tête. Elle était à bout de patience. Ah ! Mes amis ! Aidez-moi à la défendre ! En me nommant, c'est son acquittement que vous prononcez ! Oui, j'en appelle à votre jugement, à vous, mes chers amis, qui me connaissez, qui m'avez donné votre confiance. Si vous me laissez battre, c'est cette pauvre femme que vous condamnez à mort. Pitié pour elle ! »*.

J'ai vu des assistants verser des larmes. Quant à moi qui connaissais le pantin et les ficelles, j'avais du mal à m'empêcher de sourire ! J'avais été trop longtemps avocat.

(La suite au VIIe cahier).